



Juristat

Centre canadien de la statistique juridique

Statistique Canada – N° 85-002-XIF, vol. 23, n° 6 au catalogue



LES INFRACTIONS SEXUELLES AU CANADA

par Rebecca Kong, Holly Johnson, Sara Beattie et Andrea Cardillo

Faits saillants

- Le taux des infractions sexuelles signalées à la police a chuté de 36 % entre 1993 et 2002. Des baisses ont été enregistrées dans le cas de l'agression sexuelle et des autres infractions d'ordre sexuel, telles que l'exploitation sexuelle et l'incitation à des contacts sexuels.
- En 2002, c'est dans les territoires que les taux d'infractions sexuelles étaient les plus élevés. Parmi les provinces, les taux étaient les plus élevés en Saskatchewan et au Manitoba, tandis que le Québec affichait le taux le plus faible.
- Dans les régions métropolitaines de recensement, les taux étaient les plus élevés à Saskatoon, Sudbury et Regina, et c'est à Ottawa qu'on a observé le taux le plus faible.
- Plus de 80 % des victimes des infractions sexuelles signalées à un sous-ensemble de services de police étaient de sexe féminin. Vingt-neuf pour cent des enfants victimes étaient des garçons, 8 % des victimes adultes étaient des hommes et 12 % des jeunes victimes étaient de sexe masculin.
- Les taux de victimisation signalée à la police étaient les plus élevés chez les adolescentes et les jeunes adultes. Ce sont les adolescents de sexe masculin qui affichaient les taux de perpétration d'infractions sexuelles les plus élevés.
- Les enquêtes sur les victimes d'actes criminels révèlent que les infractions sexuelles comptaient parmi les crimes qui étaient les moins susceptibles d'être signalés à la police. De plus, une fois qu'elles étaient signalées à la police, les infractions sexuelles étaient proportionnellement moins nombreuses que les autres infractions avec violence à être jugées « fondées » par la police et à donner lieu au dépôt d'accusations contre un suspect.
- Les personnes accusées d'infractions sexuelles étaient moins susceptibles que les autres délinquants violents d'être reconnues coupables par les tribunaux pour adultes. Les délinquants sexuels comparissant devant les tribunaux pour adultes étaient proportionnellement plus nombreux que les autres délinquants violents à se voir imposer une peine d'emprisonnement.
- Comparativement aux autres délinquants, les délinquants sexuels qui comparaisaient devant un tribunal pour adultes avaient un pourcentage plus élevé d'accusations multiples portées contre eux; par conséquent, le traitement judiciaire de leur cause était beaucoup plus long.
- Dans les tribunaux de la jeunesse, seuls les délinquants accusés d'agression sexuelle de niveau 1 ont été reconnus coupables dans les mêmes proportions que les autres délinquants violents. Les jeunes accusés d'agression sexuelle de niveau 2 ou 3 et d'autres infractions d'ordre sexuel affichaient des taux de condamnation plus faibles. Les causes d'agression sexuelle de niveau 2 ou 3 étaient plus susceptibles de se solder par une peine de garde que les causes d'autres infractions sexuelles et d'autres infractions avec violence.



Renseignements sur les commandes/ abonnements

Les prix n'incluent pas les taxes de ventes

Le produit n° 85-002-XPB au catalogue est publié en version imprimée standard et est offert au prix de 10 \$ CA l'exemplaire et de 93 \$ CA pour un abonnement annuel.

ISSN 1209-6385

Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

| | Exemplaire | Abonnement annuel |
|-------------|------------|-------------------|
| États-Unis | 6 \$ CA | 78 \$ CA |
| Autres pays | 10 \$ CA | 130 \$ CA |

Ce produit est aussi disponible sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada, sous le n° 85-002-XIF au catalogue, et est offert au prix de 8 \$ CA l'exemplaire et de 70 \$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services.

ISSN 1205-8882

Juillet 2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario) Canada K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.



INTRODUCTION

Au cours des deux dernières décennies, la compréhension des infractions sexuelles a bien changé, tout comme la sensibilisation et les réactions à ces comportements. Sur le plan législatif, cette transition a débuté par les modifications de 1983 au *Code criminel*, qui ont eu pour effet de remplacer les crimes de viol et d'attentat à la pudeur par trois niveaux d'agression sexuelle. Ces modifications avaient pour but de mettre l'accent sur la nature violente plutôt que sexuelle de ces crimes et de faire en sorte que les victimes aient davantage confiance au système de justice pénale et soient plus disposées à signaler ces crimes à la police (Ministère de la Justice du Canada, 1985). Les modifications apportées ont également eu pour effet d'éliminer l'immunité accordée aux personnes accusées d'avoir agressé sexuellement leur conjoint, de supprimer la mention du sexe des victimes et des auteurs des infractions, de même que de limiter l'admissibilité de la preuve liée aux antécédents sexuels de la partie plaignante. En outre, en 1998, les dispositions du *Code criminel* propres aux infractions sexuelles commises contre des enfants ont été mises en œuvre (voir la partie « Évolution des dispositions législatives relatives aux infractions sexuelles et à des questions connexes : chronologie » page 12).

Plus récemment, en raison de l'évolution technologique et de la mondialisation, les législateurs et décideurs ont dû réagir aux nouveaux problèmes que posent la pornographie juvénile, le recrutement d'enfants au moyen d'Internet et la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle. La prostitution infantine suscite aussi des préoccupations. Les enfants qui se prostituent sont généralement considérés comme des victimes d'exploitation et de violence qui ont besoin d'aide, même s'il est toujours possible de les accuser d'infractions liées à la prostitution (Bittle, 2002).

Le présent *Juristat* renferme des données statistiques sur l'étendue et la nature des infractions sexuelles et fournit des renseignements qualitatifs sur les questions connexes que sont la pornographie juvénile, la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et la prostitution infantine. Les données utilisées dans ce rapport proviennent de Statistique Canada et comprennent des statistiques policières issues du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC 2)¹ et de l'Enquête sur les homicides, ainsi que des données judiciaires tirées de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse. De plus, ce *Juristat* présente une analyse des données de l'Enquête sociale générale de 1999 sur la victimisation, qui a permis de recueillir des renseignements auprès d'un échantillon représentatif de Canadiens de 15 ans et plus à propos de leurs expériences en tant que victimes d'actes criminels.

TENDANCES DES INFRACTIONS SEXUELLES SIGNALÉES À LA POLICE

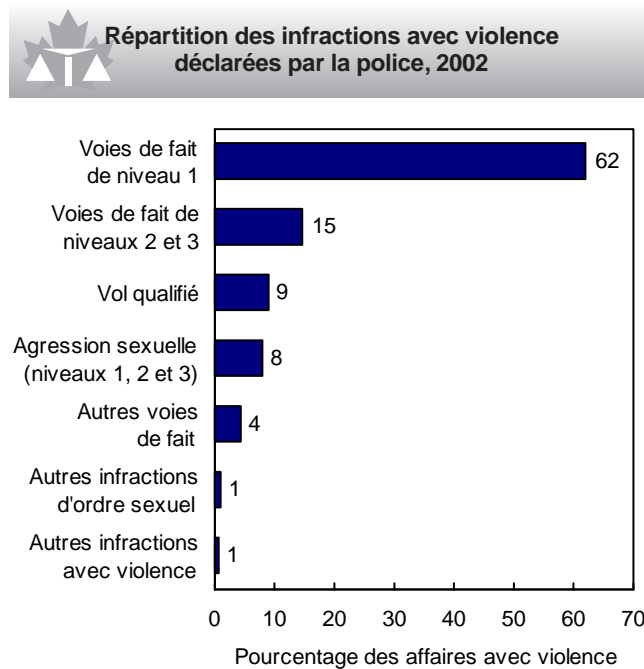
Dans le présent *Juristat*, les infractions sexuelles comprennent les agressions sexuelles de niveaux 1, 2 et 3, ainsi que la catégorie « autres infractions d'ordre sexuel », qui inclut les infractions visant principalement à protéger les enfants contre les mauvais traitements sexuels (voir page 5 « Définitions des infractions sexuelles » pour les définitions du *Code criminel*).

En 2002, 27 094 affaires d'infractions sexuelles ont été signalées à la police au Canada (tableau 1). De celles-ci, 88 % étaient des agressions sexuelles de niveau 1 (la catégorie qui cause le moins de blessures corporelles à la victime). Les autres infractions d'ordre sexuel en représentaient 10 %, tandis que le reste d'entre elles (2 %) étaient des agressions sexuelles de niveau 2 ou 3.

¹ Un sous-ensemble de 154 services de police ont participé au Programme DUC 2, représentant 59 % du volume national de la criminalité au Canada en 2002. Aux fins du présent rapport, les secteurs ruraux de la Police provinciale de l'Ontario ont été exclus des données DUC 2. Cette mesure était nécessaire en raison du manque d'estimations démographiques précises nécessaires pour calculer les taux de ces régions. Les services de police restants utilisés dans l'analyse ont enregistré 56 % du volume national de la criminalité rapportée en 2002.

Des 2,4 millions affaires d'infractions au *Code criminel* déclarées par la police en 2002, seulement 1 % étaient des infractions sexuelles, une proportion qui n'a pas changé en 10 ans. Parmi les 303 294 affaires d'infractions avec violence déclarées par la police, 9 % avaient trait à des infractions sexuelles, dont 8 % étaient des agressions sexuelles (niveaux 1, 2 et 3) et 1 %, d'autres infractions d'ordre sexuel (figure 1).

Figure 1



Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

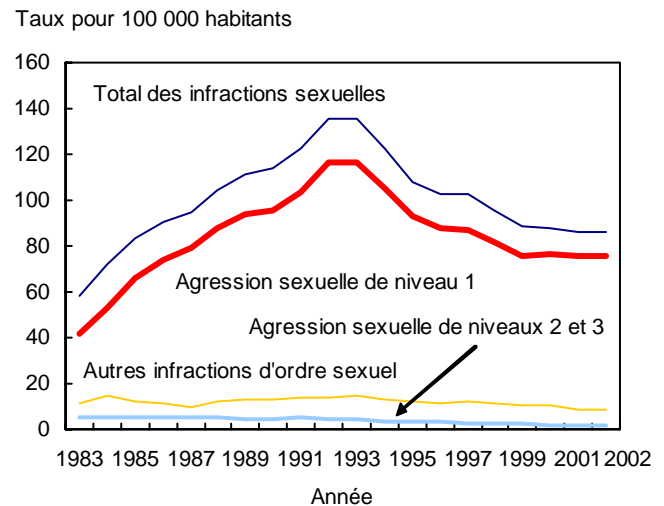
Le taux des infractions sexuelles signalées à la police connaît une baisse

Après l'adoption de mesures de réforme en 1983, le taux de l'ensemble des infractions sexuelles signalées à la police a commencé à augmenter (figure 2). Il a continué à progresser jusqu'en 1993, atteignant le sommet de 136 affaires pour 100 000 habitants. Cette tendance a été déterminée par les taux d'agressions sexuelles de niveau 1. Par contraste, les taux d'agressions sexuelles de niveaux 2 et 3 ont diminué entre 1983 et 2002, tandis que ceux des autres infractions d'ordre sexuel ont fluctué.

La hausse marquée du taux global des infractions sexuelles signalées à la police suivant l'adoption des nouvelles mesures législatives a fait l'objet de nombreuses analyses. En général, les chercheurs ont trouvé des preuves insuffisantes pour attribuer cette augmentation uniquement à la réforme législative. Ils laissent plutôt entendre que d'autres changements sociaux s'y rattachant ont aussi encouragé les victimes à dénoncer leur agresseur à la police (Roberts et Gebotys, 1992; Roberts et Grossman, 1994; Ministère de la Justice du Canada, 1985). Au nombre des changements sociaux survenus au cours de cette

Figure 2

Tendances relatives aux taux des infractions sexuelles déclarées par la police, 1983 à 2002



Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

période figurent : l'amélioration de la situation sociale, économique et politique des femmes; l'attention accrue accordée aux victimes d'actes criminels et l'augmentation du nombre de services et d'initiatives d'aide à ces dernières, dont des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle; une formation spéciale donnée aux policiers sur la façon de traiter avec les victimes; enfin, la croissance du nombre d'équipes en milieu hospitalier qui ont la formation voulue pour traiter les victimes d'agression sexuelle et rassembler les preuves pouvant être utilisées pendant le procès (Clark et Hepworth, 1994).

Après la crête atteinte en 1993, le taux des infractions sexuelles signalées à la police a reculé jusqu'en 2000, suivant la tendance générale à la baisse des infractions avec violence. Ces diminutions pourraient s'expliquer par la récente évolution de la structure par âge de la population et le changement des valeurs sociales. Les baisses des taux d'infractions sexuelles ont coïncidé avec un recul de la proportion de la population de 15 à 34 ans. Comme les jeunes adultes sont proportionnellement plus nombreux à être victimes d'actes criminels et à en commettre que les personnes d'autres groupes d'âge, on peut s'attendre à ce que les taux de criminalité baissent à mesure que leur part de la population diminue. De plus, le vieillissement de la population coïncide avec un changement des valeurs sociales relatives à l'agression sexuelle, et l'effet combiné est susceptible d'être plus important que ne le sont les glissements démographiques à eux seuls.

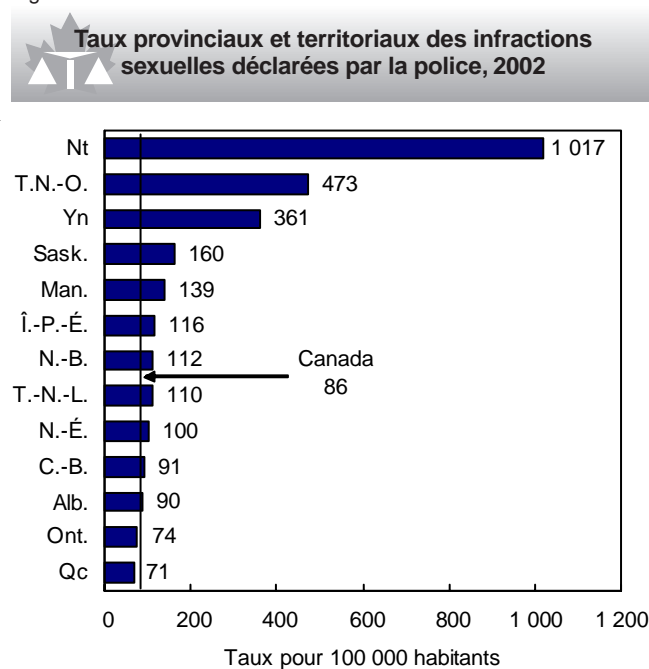
En 2002, le taux des infractions sexuelles signalées est demeuré pratiquement inchangé par rapport à l'année d'avant, soit de 86 affaires pour 100 000 habitants. Bien que le taux de 2002 ait été de 36 % inférieur au sommet atteint en 1993, il était de 47 % plus élevé que celui de 1983.

Le taux d'agressions sexuelles de niveau 1 a reculé de 35 % par rapport à la crête de 1993 (tableau 1) et est demeuré stable depuis 1999. Comme les taux d'agressions sexuelles de niveaux 2 et 3 sont relativement faibles, de légères fluctuations des taux peuvent se traduire par d'importantes variations en pourcentage. Ces infractions ont diminué de façon constante depuis 1993, de 60 %. Le taux d'autres infractions d'ordre sexuel a baissé de 40 % au cours de cette période.

Les taux dans les provinces et les territoires varient grandement

On observe à l'échelle du pays une importante variation régionale des taux des infractions sexuelles signalées à la police. En 2002, comme c'était le cas des autres crimes avec violence, le taux d'infractions sexuelles était le plus élevé au Nunavut (1 017 pour 100 000 habitants), suivi des deux autres territoires (figure 3). Parmi les provinces, les taux les plus élevés revenaient à la Saskatchewan (160) et au Manitoba (139). Les taux les plus faibles ont été enregistrés au Québec (71) et en Ontario (74). Les taux de ces deux provinces étaient en deçà de la moyenne nationale de 86 infractions sexuelles pour 100 000 habitants.

Figure 3



Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

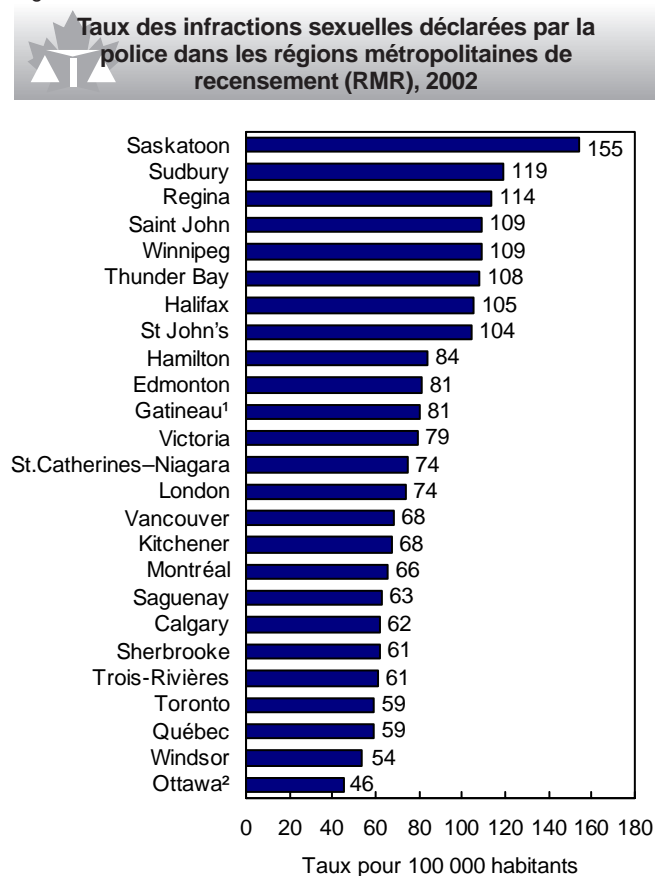
L'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Québec, le Manitoba, la Saskatchewan, et les territoires ont tous fait état d'une croissance du taux d'infractions sexuelles entre 2001 et 2002, les plus fortes augmentations appartenant au Yukon (36%) et à l'Île-du-Prince-Édouard (34%) (tableau 2). Les taux enregistrés dans les autres provinces ont diminué. La baisse la plus marquée du taux d'infractions sexuelles est survenue au Nouveau-Brunswick (-11 %), suivi de près de Terre-Neuve-et-

Labrador (-10 %). Depuis 10 ans, les taux provinciaux et territoriaux sont généralement à la baisse.

Les taux dans les villes

La figure 4 montre les taux des infractions sexuelles signalées à la police dans les régions métropolitaines de recensement (RMR)². En 2002, les RMR affichant les taux les plus élevés étaient Saskatoon, Sudbury et Regina. Les RMR ayant les taux les plus faibles étaient les villes ontariennes d'Ottawa et de Windsor.

Figure 4



¹ Comprend la partie Gatineau de la RMR d'Ottawa–Gatineau.

² Comprend la partie Ottawa de la RMR d'Ottawa–Gatineau.

Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

² Une RMR est composée d'une très grande région urbaine (appelée noyau urbain) ainsi que de régions urbaines et rurales adjacentes (appelées banlieues urbaines et rurales) dont le degré d'intégration économique et sociale avec le noyau urbain est élevé. La population du noyau urbain d'une RMR compte au moins 100 000 habitants, d'après les résultats du recensement précédent. Lorsqu'une région devient une RMR, elle le reste même si la population de son noyau urbain devient inférieure à 100 000 habitants. Une RMR comprend habituellement plus d'un corps policier. La RMR d'Oshawa est exclue en raison de l'incongruité entre le territoire policier et le territoire de la RMR.

Définitions des infractions sexuelles

L'expression *infraction sexuelle* englobe une vaste gamme d'actes criminels prévus au *Code criminel* du Canada. Ces actes vont des contacts sexuels non désirés à la violence sexuelle blessant gravement ou défigurant la victime. L'expression comprend également des catégories spéciales d'infractions conçues pour protéger les enfants contre la violence sexuelle.

Dans le présent *Juristat*, le terme *agression sexuelle* comprend les infractions suivantes prévues au *Code criminel* :

- a) Agression sexuelle de niveau 1 (art. 271) — Voies de fait commises dans des circonstances de nature sexuelle telles qu'il y a atteinte à l'intégrité sexuelle de la victime. L'agression sexuelle de niveau 1 ne cause pas ou presque pas de blessures corporelles à la victime. Il s'agit d'une infraction mixte qui peut faire l'objet d'une poursuite par mise en accusation (entraînant une peine maximale de 10 ans d'emprisonnement) ou par procédure sommaire (passible d'une peine maximale de 18 mois d'emprisonnement ou d'une amende de 2 000 \$).
- b) Agression sexuelle de niveau 2 (art. 272) — Agression sexuelle armée, menaces ou infliction de lésions corporelles. Il s'agit d'un acte criminel entraînant une peine maximale de 14 ans d'emprisonnement. Une peine minimale obligatoire de 4 ans d'emprisonnement est imposée si une arme à feu a été utilisée.
- c) Agression sexuelle grave (niveau 3) — Agression qui blesse, mutilé ou défigure la victime ou met sa vie en danger. Il s'agit d'un acte criminel entraînant une peine maximale d'emprisonnement à perpétuité. Une peine minimale obligatoire de 4 ans d'emprisonnement est imposée si une arme à feu a été utilisée.

L'expression *autres infractions d'ordre sexuel* comprend un groupe d'infractions qui visent avant tout les affaires de violence sexuelle envers les enfants. Voici les infractions prévues au *Code criminel* qui appartiennent à cette catégorie :

- a) Contacts sexuels (art. 151) — Le fait pour une personne de toucher, directement ou indirectement (à des fins sexuelles), avec une partie de son corps ou avec un objet, une partie du corps d'un enfant de moins de 14 ans. Il s'agit d'une infraction mixte qui peut faire l'objet d'une poursuite par mise en accusation (entraînant une peine maximale de 10 ans d'emprisonnement) ou par procédure sommaire³.
- b) Incitation à des contacts sexuels (art. 152) — Le fait pour une personne d'inviter, d'engager ou d'inciter un enfant de moins de 14 ans à toucher, directement ou indirectement (à des fins d'ordre sexuel), le corps de toute personne avec une partie de son corps ou avec un objet. Il s'agit d'une infraction mixte qui peut faire l'objet d'une poursuite par mise en accusation (entraînant une peine maximale de 10 ans d'emprisonnement) ou par procédure sommaire.
- c) Exploitation sexuelle (art. 153) — Le fait pour une personne en situation d'autorité ou de confiance vis-à-vis d'un adolescent ou à l'égard de laquelle l'adolescent est en situation de dépendance de commettre les infractions de contacts sexuels et d'incitation à des contacts sexuels. « Adolescent » s'entend d'une personne de 14 à 18 ans. Il s'agit d'une infraction mixte qui peut faire l'objet d'une poursuite par mise en accusation (entraînant une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement) ou par procédure sommaire.
- d) Inceste (art. 155) — Le fait pour une personne d'avoir des rapports sexuels avec une personne qu'elle sait avoir des liens de sang avec elle. Il s'agit d'un acte criminel qui est passible d'une peine maximale de 14 ans d'emprisonnement.
- e) Relations sexuelles anales (art. 159) — À l'exception des actes commis dans l'intimité par les couples mariés ou d'autres personnes de plus de 18 ans, avec leur consentement respectif. Il s'agit d'une infraction mixte qui peut faire l'objet d'une poursuite par mise en accusation (entraînant une peine maximale de 10 ans d'emprisonnement) ou par procédure sommaire⁴.
- f) Bestialité (art. 160) — Quiconque commet un acte de bestialité ou force une autre personne à commettre un acte de bestialité est coupable d'une infraction mixte qui peut faire l'objet d'une poursuite par mise en accusation (entraînant une peine maximale de 10 ans d'emprisonnement) ou par procédure sommaire.

À l'échelon des RMR, la fourchette des taux d'infractions sexuelles était très étendue. En effet, le taux le plus élevé était plus de trois fois supérieur au taux le plus bas.

En l'absence d'une évaluation approfondie, il est difficile de mettre le doigt avec certitude sur les facteurs contribuant à la disparité des taux d'infractions sexuelles entre les provinces et territoires, et entre les RMR. Certains facteurs pouvant contribuer à cet état de choses sont les changements d'attitude du public concernant l'agression sexuelle, qui peuvent influencer sur les taux de déclaration par les victimes; les politiques de la police en matière de déjudiciarisation des jeunes contrevenants; la formation donnée aux policiers; et les services aux victimes dans la collectivité (par exemple les programmes hospitaliers visant à rassembler des preuves et les centres de counselling pour les victimes d'agression sexuelle).

HOMICIDES LIÉS À LA VIOLENCE SEXUELLE ET À LA PROSTITUTION

Dans le Programme de déclaration uniforme de la criminalité, les affaires criminelles sont classées selon l'infraction la plus grave commise au cours de l'affaire (voir la section Méthodes page 13). Les agressions sexuelles de niveaux 2 et 3 sont considérées comme plus graves que ne le sont la plupart des

autres actes criminels, alors que l'agression sexuelle de niveau 1 est considérée comme moins sérieuse que les formes plus graves de voies de fait (de niveaux 2 et 3) si elles sont commises dans la même affaire. De même, les agressions sexuelles qui provoquent un homicide sont classées comme des homicides. Toutefois, l'Enquête sur les homicides, qui est plus détaillée, montre qu'entre 1991 et 2001, 184 homicides sur un total de 6 714 (moins de 3 %) ont été précédés d'une agression sexuelle contre la victime. Dans la plupart de ces affaires (89 %), des accusés ont été identifiés, dont la vaste majorité (98 %) étaient de sexe masculin (tableau 3). Dans la majorité des homicides liés à une agression sexuelle (82 %), les victimes étaient de sexe féminin. À peu près la moitié de toutes les victimes étaient âgées de moins de 25 ans, tandis que 14 % étaient des enfants de moins de 15 ans. Par contraste, les deux tiers des accusés avaient au moins 25 ans.

³ Une infraction mixte peut faire l'objet d'une poursuite par mise en accusation (acte criminel) ou par procédure sommaire. Sauf indication contraire dans la loi, la peine maximale qu'il est possible d'imposer pour une infraction punissable par voie de déclaration sommaire de culpabilité est une amende d'au plus 2 000 \$, une peine d'emprisonnement de six mois, ou les deux.

⁴ Cet article a été jugé inconstitutionnel par les cours d'appel de l'Ontario et du Québec (R. c. M(C) [1995], 98 C.C.C. [3d] 481, [Cour d'appel de l'Ontario] et R. c. Roy [1998], 125 C.C.C. [3d] 442 [Cour d'appel du Québec]).

Actions indécentes et corruption des mœurs

Deux infractions connexes, qui ne sont pas comprises dans la définition des infractions sexuelles dans le présent *Juristat*, sont les actions indécentes et la corruption des mœurs.

Actions indécentes

L'alinéa 173(1)b) stipule qu'est coupable d'une infraction quiconque commet une action indécente dans un endroit quelconque avec l'intention d'insulter ou d'offenser quelqu'un. Le paragraphe 173(2) stipule qu'est coupable d'une infraction toute personne qui, en quelque lieu que ce soit, à des fins sexuelles, exhibe ses organes génitaux devant un enfant âgé de moins de 14 ans. Ces infractions sont punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité, et les sanctions maximales sont une amende de 2 000 \$ ou six mois d'emprisonnement.

Corruption des mœurs

Selon l'article 163 du *Code criminel*, commet une infraction quiconque produit, publie ou distribue tout document, enregistrement ou image obscène. Commet une infraction quiconque, sciemment et sans justification légitime, vend ou expose à la vue du public tout objet révoltant ou spectacle indécent. Est réputé être obscène tout document dont une caractéristique dominante est l'exploitation indue des choses sexuelles, ou la combinaison de choses sexuelles et d'au moins un des sujets suivants, à savoir le crime, l'horreur, la cruauté et la violence. Il s'agit d'une infraction mixte qui peut faire l'objet d'une poursuite par procédure sommaire ou par mise en accusation (la sanction maximale est deux ans d'emprisonnement dans ce dernier cas et une amende d'au plus 2 000 \$ ou six mois d'emprisonnement dans le cas d'une infraction punissable par voie de déclaration sommaire de culpabilité).

Les données sur les tendances relatives aux actions indécentes et à la corruption des mœurs proviennent d'un sous-ensemble de 104 services de police qui participent systématiquement depuis 1995 au Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) et qui représentaient 42 % du volume national des crimes en 2001. Le nombre d'actions indécentes portées à l'attention de ce sous-ensemble de services de police est tombé de 3 308 affaires en 1995 à 2 408 en 2001, soit une diminution de 27 %. Le nombre d'affaires de corruption des mœurs a également baissé (8 %), chutant de 130 affaires à 120 au cours de cette période.

La police a déposé des accusations dans une minorité (27 %) des affaires d'action indécente signalées à la police en 2002. Bien que les affaires de corruption des mœurs aient été moins nombreuses, des accusations étaient plus susceptibles d'être portées (32 %) à leur égard.

De par leur métier, les prostitués ou prostituées sont à plus grand risque d'être victimes de violence et d'homicide. Entre 1991 et 2001, la police a déterminé que 50 homicides au Canada ont été commis dans le contexte de la prostitution et que les victimes étaient soit des clients, soit des prostitués ou prostituées⁵. Les deux tiers (33) de ces victimes étaient de sexe féminin et le tiers (17), de sexe masculin. Quatre sur 10 avaient moins de 25 ans. Un accusé a été identifié dans seulement 33 affaires, ce qui donne un taux d'affaires résolues inférieur à celui de l'ensemble des homicides (66 % comparativement à 79 %).

AGRESSIONS SEXUELLES SIGNALÉES DANS LE CADRE DES ENQUÊTES SUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

Les enquêtes sur les victimes d'actes criminels offrent une solution de rechange aux statistiques policières en ce sens qu'elles permettent d'interviewer les victimes directement à propos de leurs expériences de la criminalité et fournissent donc des renseignements tant sur les affaires qui ont été signalées à la police que sur celles qui ne l'ont pas été. Il s'agit d'une

importante source d'information dans le cas des agressions sexuelles, puisque ces crimes sont parmi les moins susceptibles d'être signalés à la police. L'Enquête sociale générale (ESG) de Statistique Canada, qui portait sur la victimisation en 1999, a révélé que, cette année-là, les victimes de 15 ans et plus n'ont pas signalé 78 % des agressions sexuelles à la police⁶. Ce taux est beaucoup plus élevé que celui des affaires non signalées de vol qualifié (51 %), de voies de fait (61 %) et d'introduction par effraction (35 %).

L'ESG de 1999 a mesuré deux aspects de la victimisation par agression sexuelle : l'attaque de nature sexuelle et les contacts sexuels non désirés. Ces aspects ont été mesurés au moyen des deux questions suivantes⁷ :

Attaque de nature sexuelle : Au cours des 12 derniers mois, est-ce que quelqu'un vous a forcé(e) ou a essayé de vous forcer à vous livrer à une activité sexuelle non désirée, en vous menaçant, en vous immobilisant ou en vous brutalisant?

Contacts sexuels non désirés : Au cours des 12 derniers mois, quelqu'un s'est-il livré sur vous à des attouchements sexuels non désirés, c'est-à-dire qu'il vous a touché(e), empoigné(e) (agrippé(e)), embrassé(e) ou caressé(e) contre votre gré?

Selon la définition utilisée dans le cadre de l'ESG, quelque 502 000 Canadiens de 15 ans et plus habitant dans l'une des 10 provinces avaient été victimes d'agression sexuelle au cours des 12 mois précédant l'enquête. Cela se traduit par un taux de 21 affaires pour 1 000 habitants de 15 ans et plus (33 pour 1 000 femmes et 8 pour 1 000 hommes). La variation du taux d'agressions sexuelles par rapport à celui qui a été établi d'après la dernière ESG sur la victimisation en 1993 — soit 16 pour 1 000 habitants — n'était pas statistiquement significative (Besserer et Trainor, 2000)⁸.

Ces chiffres ne comprennent pas les agressions sexuelles commises par le conjoint. La question de la violence conjugale a été traitée séparément dans un module d'examen en profondeur de l'ESG de 1999, qui a révélé que, dans l'ensemble, 8 % des femmes et 7 % des hommes ont subi un type quelconque de violence aux mains de leur conjoint de droit ou de fait au cours des cinq années qui ont précédé l'enquête. Parmi ces victimes, 20 % des femmes et 3 %⁹ des hommes ont dit avoir été victimes d'au moins une affaire d'agression sexuelle (définie comme une attaque de nature sexuelle seulement dans le cas de conjoints). Ainsi, quelque 138 000 femmes et 14 000 hommes ont été agressés sexuellement par leur conjoint ou conjointe au cours de la période de cinq ans.

⁵ Ce chiffre exclut un grand nombre d'affaires récentes mettant en cause des femmes portées disparues en Colombie-Britannique. Ces affaires paraîtront dans les données pour 2002, soit l'année où elles ont été portées à la connaissance de la police en tant qu'homicides.

⁶ Huit pour cent des affaires ont été signalées à la police, mais cette estimation repose sur de petits chiffres et comporte donc un coefficient de variation élevé (supérieur à 33,3 %). Dans 14 % des cas, les victimes ne savaient pas si l'affaire a été signalée ou ont refusé de répondre.

⁷ On a formulé ces questions de façon à ce qu'elles ressemblent beaucoup à la définition que donne le Code criminel de l'agression sexuelle.

⁸ En raison du nombre relativement faible d'agressions sexuelles déclarées dans chacune de ces enquêtes, les coefficients de variation pour ces estimations sont élevés et se chevauchent. La différence n'est donc pas statistiquement significative.

⁹ Le coefficient de variation de ce chiffre se situe entre 16,6 % et 33,3 %. À utiliser avec prudence.

Parce qu'elles contiennent des données sur un grand nombre d'affaires qui n'ont pas été signalées à la police, les enquêtes sur les victimes d'actes criminels produisent des estimations qui sont supérieures aux taux issus des statistiques policières. C'est le cas même si les agressions sexuelles consignées dans les enquêtes sur les victimes d'actes criminels excluent celles qui sont commises contre des enfants de moins de 15 ans et la population vivant en établissement ou dans les trois territoires du Canada.

La plupart des agressions sexuelles sont des contacts sexuels non désirés, la plupart des victimes sont des femmes

La majorité des agressions sexuelles déclarées dans le cadre de l'ESG de 1999 (qui ont été commises par une personne autre que le conjoint) étaient des contacts sexuels non désirés (77 %) par opposition à une attaque de nature sexuelle (23 %). La vaste majorité des agressions sexuelles ont été commises contre des femmes (82 %), et la moitié de toutes les victimes étaient âgées de 15 à 25 ans.

Les endroits où les agressions sexuelles se sont produites le plus souvent étaient les bars et les restaurants, et d'autres emplacements commerciaux (23 % et 14 %, respectivement), les endroits publics (21 %), le domicile même de la victime (15 %) ou le domicile d'une autre personne (19 %).

Il est peu probable que les agressions sexuelles soient portées à l'attention de la police, cette constatation s'appliquant plus aux contacts sexuels non désirés qu'aux attaques de nature sexuelle (81 % et 69 %, respectivement).

Les motifs de la non-déclaration à la police

Les réponses aux questions sur les motifs de la non-déclaration à la police ne peuvent être analysées séparément pour les victimes de contacts sexuels non désirés et pour les victimes d'une attaque de nature sexuelle, en raison des chiffres de faible grandeur. Ensemble, les victimes d'agression sexuelle ont invoqué toutes sortes de motifs de ne pas signaler l'affaire à la police (tableau 4). Bon nombre ont dit que les choses se sont réglées autrement (61 %), que l'affaire n'était pas assez grave (50 %), qu'il s'agissait d'une affaire personnelle (50 %) ou qu'elles ne souhaitaient pas l'intervention de la police (47 %) ¹⁰. De plus, 33 % n'ont pas signalé l'affaire parce qu'elles croyaient que la police n'aurait pu rien faire, et 18 % étaient d'avis que la police n'aurait pas voulu intervenir. Certaines victimes craignaient encore que l'agresseur ne se venge (19 %) ou souhaitaient éviter toute publicité au sujet de l'affaire (14 %) ¹¹.

Les motifs de non-déclaration à la police qui ressortent chez les victimes d'agression sexuelle comparativement aux autres crimes avec violence mesurés par l'ESG ont trait à la nature délicate de l'événement : ces victimes étaient proportionnellement plus nombreuses à éviter d'appeler la police parce qu'elles considéraient qu'il s'agissait d'une affaire personnelle qui ne concernait pas la police, ou par crainte de la publicité.

Les victimes ont moins souvent recours à d'autres sources de soutien

Tout comme les victimes d'agression sexuelle sont moins portées que ne le sont les victimes d'autres crimes avec violence à

signaler l'affaire à la police, elles sont moins susceptibles d'obtenir de l'aide auprès de sources de soutien officielles ou personnelles. Comparativement aux victimes de vol qualifié ou de voies de fait, des pourcentages moins élevés ont parlé de l'affaire avec des membres de leur famille, des amis, des voisins ou des collègues (tableau 5).

CARACTÉRISTIQUES DES VICTIMES

Il se dégage tant des statistiques policières que des données des enquêtes sur les victimes d'actes criminels que les jeunes femmes et les filles sont les plus à risque d'être victimes d'agression sexuelle.

Les jeunes femmes et les filles sont les plus à risque

Comparativement aux victimes d'autres crimes avec violence, les personnes de sexe masculin sont beaucoup plus nombreuses à être victimes d'infractions sexuelles que les personnes de sexe masculin. Parmi les victimes d'infraction sexuelle qui ont signalé l'affaire à un échantillon de services de police participant au Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) en 2002 ¹², 85 % étaient de sexe féminin, comparativement à 48 % des victimes de tous les autres crimes avec violence. De plus, les femmes représentaient 82 % de la population de 15 ans et plus qui ont déclaré, dans le cadre de l'ESG de 1999, avoir été victimes d'agression sexuelle, alors qu'elles constituaient 43 % des victimes de toutes les autres infractions avec violence.

Par ailleurs, les victimes d'infractions sexuelles tendent à être jeunes. En 2002, plus de la moitié (61 %) des victimes des infractions sexuelles signalées à la police étaient des enfants et des jeunes de moins de 18 ans. Si l'on tient compte des populations servies par cet échantillon de services de police, les taux des infractions sexuelles connues de la police étaient les plus élevés chez les filles de 11 à 19 ans, le taux le plus élevé revenant aux filles de 13 ans (781 pour 100 000 filles) (figure 5). Chez les victimes de sexe masculin, les taux étaient les plus élevés chez les garçons de 3 à 14 ans.

Bien qu'une faible proportion de l'ensemble des victimes d'infraction sexuelle soient de sexe masculin (15 %), cette proportion est plus élevée chez les jeunes victimes. En effet, dans les affaires mettant en cause des enfants de moins de 12 ans, les garçons formaient 29 % des victimes, alors que dans celles où les victimes avaient de 12 à 18 ans les adolescents en représentaient 12 %, et dans celles faisant des victimes adultes, les hommes en constituaient 8 %.

¹⁰ La somme des pourcentages dépasse 100 % en raison des réponses multiples.

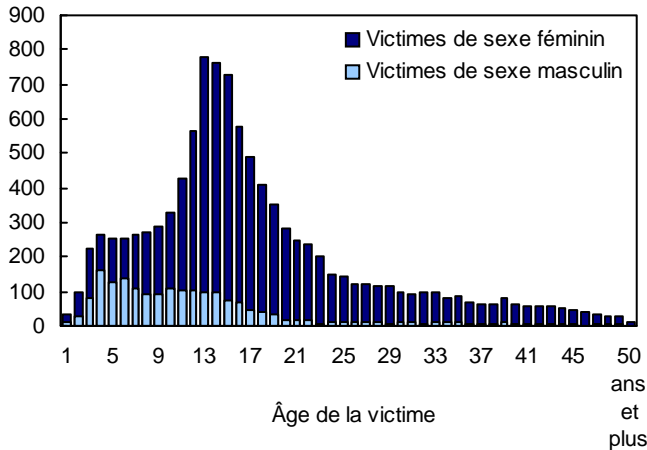
¹¹ Le coefficient de variation de ce chiffre se situe entre 16,6 % et 33,3 %. À utiliser avec prudence.

¹² Le Programme DUC 2 sert à recueillir des données détaillées sur les affaires criminelles particulières signalées à la police, y compris les caractéristiques des victimes, des accusés et des affaires. En 2002, 154 services de police dans 9 provinces ont participé à ce programme et représentaient 59 % du volume national des crimes signalés. Sauf en Ontario et au Québec, les données proviennent essentiellement de services de police urbains. On prévient le lecteur que ces données ne sont pas représentatives à l'échelle nationale.

Figure 5

Les jeunes femmes sont les plus susceptibles d'être victimes d'une infraction sexuelle, 2002

Taux pour 100 000 habitants



Les données sont basées sur 154 services policiers (excluant PPO rural) qui participent au Programme DUC2, représentant 56 % du volume national de la criminalité rapportée en 2002.

Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Parmi les adultes (de 15 ans et plus) interviewés dans le cadre de l'ESG de 1999, les taux d'agressions sexuelles étaient les plus élevés chez les femmes, chez les personnes de 15 à 24 ans, chez les personnes célibataires, séparées ou divorcées, de même que chez les étudiants, chez les personnes qui participaient à au moins 30 activités en soirée à l'extérieur du domicile par mois et chez les personnes dont le revenu du ménage était inférieur à 15 000 \$ ou qui vivaient en milieu urbain (tableau 6).

PROFIL DES ACCUSÉS

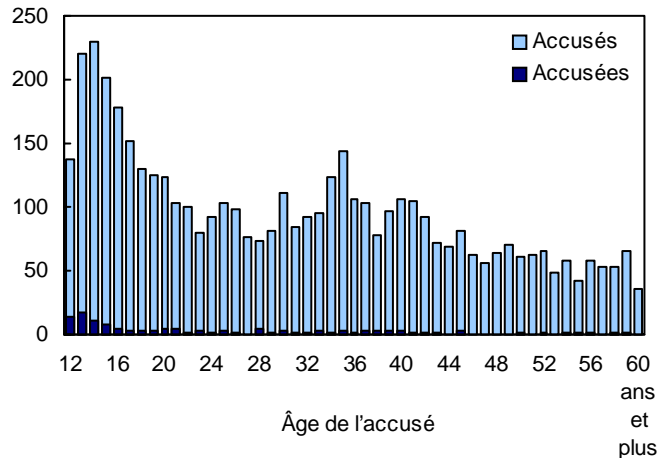
Selon le Programme DUC 2, en 2002, 97 % des personnes accusées d'une infraction sexuelle étaient de sexe masculin, ce qui est supérieur au taux de représentation des personnes de sexe masculin parmi les personnes accusées de tous les autres types d'infractions avec violence (82 %).

Dans l'ensemble, comparativement aux autres délinquants violents, les délinquants sexuels sont quelque peu plus âgés. En 2002, l'âge moyen des personnes accusées par la police d'infractions sexuelles était de 33 ans, alors qu'il était de 31 ans pour celles accusées d'autres infractions avec violence. Toutefois, les taux de perpétration d'infractions sexuelles étaient les plus élevés chez les jeunes hommes, ceux qui étaient âgés de 13 à 17 ans (figure 6), et ils atteignaient un sommet parmi ceux de 13 et de 14 ans (221 et 230 pour 100 000). La grande différence entre les taux de victimisation et les taux de perpétration d'infractions, que montrent les figures 5 et 6, s'explique par le fait qu'un suspect a été identifié dans un pourcentage relativement restreint des infractions sexuelles signalées à la police.

Figure 6

Les jeunes hommes sont proportionnellement les plus nombreux à commettre une infraction sexuelle, 2002

Taux pour 100 000 habitants



Les données sont basées sur 154 services policiers (excluant PPO rural) qui participent au Programme DUC2, représentant 56 % du volume national de la criminalité rapportée en 2002.

Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

La crête enregistrée chez les jeunes hommes de 13 et de 14 ans s'applique aux agressions sexuelles de niveau 1 et aux autres infractions d'ordre sexuel, mais pas aux agressions sexuelles de niveau 2 ou 3, pour lesquelles aucun modèle en fonction de l'âge ne peut être discerné parmi les accusés. Comparativement à leurs aînés, ces jeunes adolescents commettent des infractions sexuelles plus souvent contre des victimes de leur propre âge, des membres de leur famille ou de simples connaissances, ces infractions étant proportionnellement plus nombreuses à se produire dans des maisons unifamiliales, à l'école ou à proximité des écoles. De plus, elles sont quelque peu plus susceptibles d'être traitées de façon informelle par la police.

L'Enquête longitudinale nationale auprès des enfants et des jeunes peut nous éclairer sur la fréquence des infractions sexuelles chez les adolescents. Dans cette enquête, on demande aux adolescents d'indiquer à quelle fréquence ils ont commis certains actes de délinquance. Lors du troisième cycle mené en 1998-1999, 3,9 % des garçons de 12 à 15 ans ont dit avoir soit « fait des attouchements sexuels à quelqu'un contre son gré » (3,3 %), soit « forcé quelqu'un à avoir des relations sexuelles » (1,3 %)¹³. Ce taux représente quelque 26 800 garçons qui ont commis une infraction sexuelle. Le nombre de filles signalant ces comportements était trop faible pour que les estimations soient statistiquement fiables. La proportion de garçons qui ont dit avoir commis une infraction sexuelle est semblable à la proportion qui ont dit avoir vendu de la drogue (4,8 %), mais

¹³ Les coefficients de variation de ce chiffre se situent entre 16,6 % et 33,3 %. À utiliser avec prudence. La somme de ces chiffres n'égalent pas le total de 3,9 % en raison des réponses multiples.

inférieure à la proportion ayant perpétré une infraction contre les biens (38,3 %) ou une autre infraction avec violence (29,7 %).

Le pourcentage de filles de 12 à 15 ans qui ont indiqué avoir vendu de la drogue ou perpétré une infraction contre les biens était comparable à celui des garçons (4,8 % et 35,9 %, respectivement). Par contre, une proportion moins élevée de filles ont dit avoir commis des infractions avec violence (10,9 %)¹⁴.

Le plus souvent, les victimes connaissent l'accusé

Environ la moitié des victimes d'agression sexuelle qui ont signalé l'affaire à l'échantillon de services de police déclarant des données au Programme DUC 2 ont été agressées par un ami ou une connaissance (10 % et 41 %, respectivement), tandis que 28 % d'entre elles l'ont été par un membre de la famille et 20 %, par un étranger (tableau 7). Les enfants de moins de 12 ans ont été victimisés le plus souvent par un membre de la famille, surtout dans le cas des filles (51 %). Les parents (20 %) étaient moins susceptibles que ne l'étaient d'autres personnes apparentées (29 %) d'être reconnus comme suspects. Par comparaison, les jeunes de 12 à 17 ans et les adultes ont été victimisés le plus souvent par une connaissance (47 % et 40 %, respectivement).

Les statistiques policières démontrent que les enfants étaient proportionnellement les moins nombreux à être la proie d'un étranger (9 %) et que le groupe le plus susceptible d'être agressé sexuellement par un étranger était les femmes d'âge adulte (31 %).

Violence dans le cadre de fréquentations

Les taux de violence dans le cadre de fréquentations signalée à la police semblent indiquer que les filles de moins de 16 ans sont les plus susceptibles d'être victimes de violence sexuelle au cours d'une rencontre amoureuse, alors que les femmes de 18 à 20 ans sont les plus susceptibles d'être victimes de voies de fait aux mains d'un amoureux (figures 7 et 8). Les hommes et les garçons ont signalé peu de cas de violence sexuelle dans le cadre de fréquentations et ils ont fait état de proportions moindres de voies de fait. Ces données comprennent les affaires mettant en cause des victimes de tout âge, mais seulement celles qui signalent l'affaire à la police¹⁵.

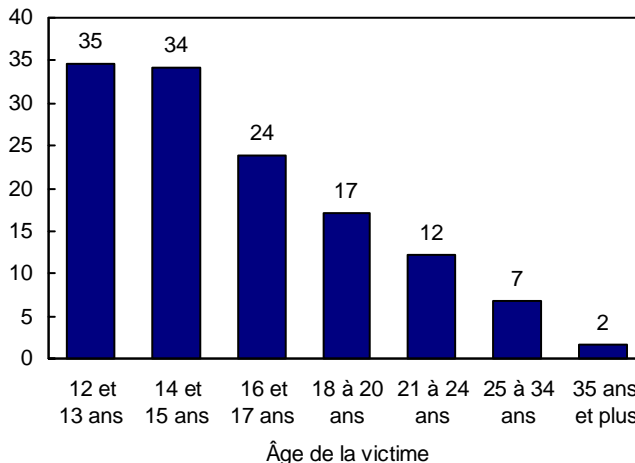
La plupart des infractions se produisent dans une résidence

La majorité des infractions sexuelles signalées à la police en 2002 ont eu lieu dans une résidence (64 %), suivie d'un endroit public ou une aire ouverte (26 %) et d'un endroit commercial (11 %)¹⁶. Les agressions sexuelles de niveau 2 étaient moins susceptibles d'avoir lieu dans une résidence : 52 % comparativement à 64 % des agressions sexuelles de niveau 1, à 65 % des agressions sexuelles de niveau 3 et 65 % des autres infractions d'ordre sexuel. Les agressions sexuelles de niveau 2 avaient plus souvent lieu dans un endroit public ou une aire ouverte (38 %) que les autres infractions d'ordre sexuel (27 %) et les agressions sexuelles de niveau 1 (25 %) et de niveau 3 (23 %).

Figure 7

Les filles de moins de 16 ans sont les plus susceptibles d'être victimes de violence sexuelle aux mains d'un amoureux ou d'un ami proche, 2002

Taux pour 100 000 habitantes



Les données proviennent de 154 services de police (excluant celles des divisions rurales de la Police provinciale de l'Ontario) participant au Programme DUC 2, et représentaient 56 % du volume national des crimes signalés. Aux fins de la présente analyse, les données sur les « amoureux » ont été tirées de la catégorie DUC 2 « amis proches », et seuls les cas où il y avait une seule victime et un seul accusé de sexe opposé ont été inclus de façon que les relations proches non intimes soient exclues. Aucune agression sexuelle n'a été signalée par des garçons ou des hommes dans cette catégorie de relations en 2002.

Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

L'alcool y est pour quelque chose

Il n'est pas rare que les crimes avec violence soient commis dans un contexte où les délinquants et parfois les victimes ont consommé de l'alcool ou de la drogue. Parmi les adultes victimes d'agression sexuelle qui ont répondu à l'ESG de 1999, 48 % croyaient que l'affaire était liée à la consommation d'alcool ou de drogue par l'agresseur, et un pourcentage semblable de victimes de voies de fait et de vol qualifié étaient du même avis (51 % dans les deux cas). Le pourcentage des victimes qui estimaient que l'affaire était liée à leur propre consommation d'alcool ou de drogue était nettement moins élevé chez toutes les victimes de violence (moins de 10 %)¹⁷.

¹⁴ Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de la délinquance autodéclarée, voir Fitzgerald, R. 2003, Examen des différences entre les sexes quant à la délinquance. Série de documents de recherche sur la criminalité et la justice.

¹⁵ D'après l'Enquête sur la violence envers les femmes de 1993 de Statistique Canada, 16 % des femmes de 18 ans et plus (quelque 1,7 million de femmes) avaient été victimes de voies de fait ou d'agression sexuelle aux mains d'un amoureux depuis l'âge de 16 ans. Douze pour cent des femmes ont dit avoir été victimes d'agression sexuelle et 7 %, de voies de fait (de nombreuses femmes ont déclaré les deux).

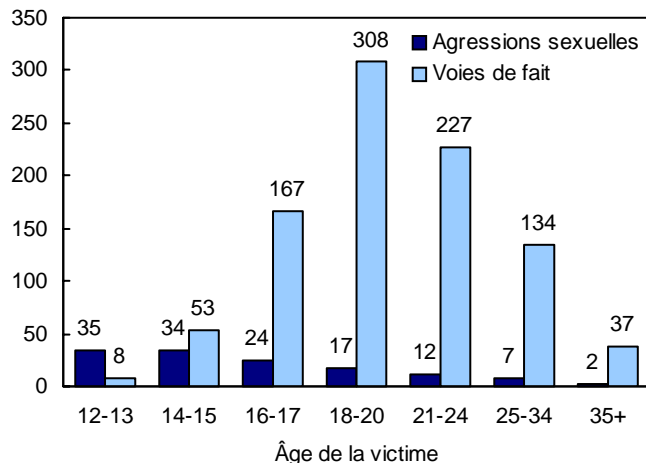
¹⁶ Les endroits publics comprennent les rues, les routes et des aires ouvertes comme les parcs. Les endroits commerciaux comprennent les immeubles de bureaux, les magasins, les bars, les restaurants et d'autres emplacements commerciaux.

¹⁷ Le coefficient de variation des estimations relatives à l'agression sexuelle et au vol qualifié se situait entre 16,6 % et 33,3 %. À utiliser avec prudence.

Figure 8

Les jeunes femmes sont les plus susceptibles d'être victimes de voies de fait aux mains d'un amoureux ou d'un ami proche, 2002

Taux pour 100 000 habitants



Les données proviennent de 154 services de police (excluant celles des divisions rurales de la Police provinciale de l'Ontario) participant au Programme DUC 2, et représentaient 56 % du volume national des crimes signalés. Aux fins de la présente analyse, les données sur les « amoureux » ont été tirées de la catégorie DUC 2 « amis proches », et seuls les cas où il y avait une seule victime et un seul accusé de sexe opposé ont été inclus de façon que les relations proches non intimes soient exclues. Aucune agression sexuelle n'a été signalée par des garçons ou des hommes dans cette catégorie de relations en 2002.

Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE DANS LES CAS D'INFRACTIONS SEXUELLES

Intervention de la police

Environ le sixième des infractions sexuelles signalées à la police en 2002 ont été déclarées « sans fondement » par les autorités, ce qui signifie qu'une enquête initiale a permis à la police de conclure qu'il n'y a eu aucune infraction ou tentative d'infraction à la loi. Dans l'ensemble, 16 % des infractions sexuelles ont été jugées non fondées, le taux variant selon le type d'infraction : 16 % des agressions sexuelles de niveau 1, 11 % des agressions sexuelles de niveau 2, 11 % des agressions sexuelles de niveau 3 et 15 % des autres infractions d'ordre sexuel.

Depuis 1991, le taux des infractions sans fondement est demeuré relativement stable pour les trois niveaux d'agression sexuelle, mais il a augmenté de façon plutôt constante pour les autres infractions d'ordre sexuel, passant de 8 % en 1991 à 15 % en 2002. Comparativement aux infractions sexuelles, les autres types de crimes avec violence ont été jugés non fondés par la police dans 7 % des affaires signalées entre 1991 et 2002.

Par ailleurs, les infractions sexuelles sont classées par la police dans une proportion moindre que ne le sont les autres types d'infractions avec violence. Sur les 27 094 infractions sexuelles que la police a jugé fondées en 2002, 44 % ont été classées par

une mise en accusation contre un accusé, 19 % ont été classées sans mise en accusation — c'est-à-dire qu'un accusé a été identifié sans être inculpé pour diverses raisons¹⁸ —, tandis que 37 % n'ont pas été classées. Les autres types d'infractions avec violence ont été classées par une mise en accusation dans 50 % des affaires, tandis que 22 % ont été classées sans mise en accusation et 28 % n'ont pas été classées.

Le taux de classement des infractions sexuelles (ce qui comprend les affaires classées par une mise en accusation et les affaires classées sans mise en accusation) est à la baisse depuis 1995. De 1991 à 1995, le taux de classement des affaires a fluctué entre 70 % et 74 %, mais il était tombé à 63 % en 2002. Parmi les types d'infractions sexuelles, les taux de classement en 2002 étaient plus élevés pour les infractions plus graves que sont les agressions sexuelles de niveau 3 (80 %) et étaient plus bas pour les autres infractions d'ordre sexuel (63 %) et les agressions sexuelles de niveaux 1 et 2 (les deux 62 %). Par comparaison, le taux de classement des autres infractions avec violence est demeuré stable à environ 75 % au cours de la décennie allant de 1991 à 2002.

Réaction des tribunaux de juridiction criminelle pour adultes

Les verdicts de culpabilité sont plus fréquents dans les causes d'infraction sexuelle de niveau 1 et d'autres infractions d'ordre sexuel entendues par les tribunaux pour adultes que dans les causes d'agression sexuelle de niveau 2 ou 3. Toutefois, les taux de condamnation sont plus faibles pour les infractions sexuelles que pour les autres infractions avec violence (tableau 8)¹⁹. Les taux de condamnation ont augmenté pour tous les types d'infractions sexuelles, mais ils sont demeurés stables dans le cas des autres infractions avec violence depuis 1995-1996. Les proportions de retrait ou d'arrêt des procédures ou encore d'acquiescement étaient semblables pour les infractions avec violence d'ordre sexuel et d'ordre non sexuel.

Les infractions sexuelles aboutissant à un verdict de culpabilité sont traitées plus sévèrement par les juges des tribunaux pour adultes que ne le sont les autres types d'infractions avec violence donnant lieu à une condamnation (tableau 9). La peine la plus souvent imposée à l'égard de tous les types d'infractions sexuelles en 2001-2002 était l'emprisonnement, suivi de la probation et de la condamnation avec sursis. L'emprisonnement a été imposé plus fréquemment dans le cas de l'agression sexuelle de niveau 2 ou 3 que dans celui de l'agression sexuelle de niveau 1 ou des autres infractions d'ordre sexuel. Ces dernières années, les peines d'emprisonnement sont moins fréquentes, alors que les condamnations avec sursis le sont plus²⁰.

¹⁸ Il s'agit des cas où la partie plaignante a demandé qu'aucune accusation ne soit déposée contre l'accusé, l'accusé est décédé, l'accusé bénéficiait de l'immunité diplomatique, l'accusé a été inscrit à un programme de déjudiciarisation ou le service de police a exercé son pouvoir discrétionnaire, ou il n'y a pas eu d'inculpation pour une raison indépendante de la volonté de la police.

¹⁹ Les chiffres tirés de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse représentent l'infraction la plus grave dans la cause et la peine la plus sévère.

²⁰ En 1996, le projet de loi sur la réforme de la détermination de la peine (C-41) est devenu loi, ce qui a créé une nouvelle option de peine pour les délinquants adultes, la condamnation avec sursis, qui est une peine d'emprisonnement purgée dans la collectivité. On ne dispose pas de données sur les condamnations avec sursis pour le Québec.

Par comparaison, les peines imposées à l'égard des autres types d'infractions avec violence en 2001-2002 étaient la probation dans 49 % des causes, l'emprisonnement dans 36 % des causes, une amende dans 5 % des causes et une condamnation avec sursis dans 4 % des causes. Ces pourcentages sont demeurés stables au cours des dernières années.

Réaction des tribunaux de la jeunesse

Dans les tribunaux de la jeunesse, un verdict de culpabilité est plus fréquemment rendu dans les causes d'agression sexuelle de niveau 1 que dans les autres types d'infractions sexuelles. La proportion de 61 % enregistrée en 2001-2002 est comparable au taux de condamnation se rapportant aux autres infractions avec violence (62 %). Les pourcentages d'accusés reconnus coupables sont demeurés relativement stables depuis 1994-1995 tant pour tous les types de délinquants sexuels que pour les autres types de délinquants violents (tableau 10).

Comme dans le cas des adultes, le pourcentage de jeunes condamnés à une période de garde en milieu ouvert ou fermé était plus élevé dans les causes d'agression sexuelle de niveau 2 ou 3. Le pourcentage de jeunes placés sous garde a fléchi pour l'agression sexuelle et était stable en ce qui concerne les autres infractions d'ordre sexuel. Contrairement aux délinquants adultes, des proportions semblables de jeunes déclarés coupables d'infraction sexuelle et de jeunes reconnus coupables d'une autre infraction avec violence ont été condamnés à une période de garde en milieu fermé ou ouvert (tableau 11).

Délinquants sexuels récidivistes

Dans une récente étude sur la récidive, où les enregistrements sur les tribunaux de la jeunesse ont été couplés avec ceux des tribunaux pour adultes à l'égard d'un échantillon de personnes de 18 à 25 ans condamnées par un tribunal pour adultes en 1999-2000, le taux global de récidive était de 60 % (Thomas, Hurley et Grimes, 2002)²¹. Il s'agit du pourcentage de délinquants condamnés de ce groupe d'âge qui avaient au moins une condamnation antérieure par un tribunal pour adultes ou un tribunal de la jeunesse relativement à *tout* type d'infraction.

Dans les différents groupes d'infraction, les délinquants ayant commis des crimes contre les biens étaient plus susceptibles de se « spécialiser », comme le révèle le fait que 50 % d'entre eux avaient déjà été reconnus coupables d'infractions contre les biens. Les personnes déclarées coupables d'une infraction sexuelle étaient les moins susceptibles d'avoir déjà été condamnés pour une infraction du même groupe. En 1999-2000, seulement 11 % de cet échantillon de personnes de 18 à 25 ans avaient préalablement été reconnues coupables d'une infraction sexuelle, tandis que 32 % des autres délinquants violents avaient au moins une condamnation antérieure relativement au même groupe d'infractions (tableau 12). Quarante pour cent des délinquants sexuels avaient déjà été condamnés relativement à un autre type d'infraction.

Toutefois, la proportion de causes comportant de multiples accusations est plus élevée pour les délinquants sexuels (en particulier ceux qui sont inculpés d'une autre infraction d'ordre sexuel) comparativement devant un tribunal pour adultes, ce qui indique une tendance accrue à la récidive avant d'être dénoncés à la police. En 2001-2002, pour 33 % des personnes comparant devant un tribunal de juridiction criminelle pour adultes

dont l'accusation la plus grave avait trait à une infraction sexuelle, la cause comportait trois accusations ou plus (26 % des personnes inculpées d'agression sexuelle et 46 % des personnes inculpées d'une autre infraction d'ordre sexuel) (tableau 13)²². Ce pourcentage est plus élevé que celui des personnes reconnues coupables d'un autre type d'infraction avec violence (27 %) ou d'une infraction contre les biens (27 %). Pour 18 % des personnes comparant devant un tribunal pour adultes et inculpées d'une autre infraction d'ordre sexuel, il y avait cinq accusations ou plus dans la cause, comparativement au dixième des personnes inculpées d'une autre infraction avec violence ou d'une infraction contre les biens.

Temps plus long devant les tribunaux pour les causes comptant de multiples accusations

Partiellement en raison du fait que les causes comportant de multiples accusations prennent plus de temps à régler, le temps médian écoulé entre la première comparution devant un tribunal pour adultes et la détermination de la peine, dans les causes aboutissant à un verdict de culpabilité, était de 226 jours pour les agressions sexuelles et de 259 jours pour les autres infractions d'ordre sexuel. Il fallait moins de temps dans le cas des homicides (médiane de 166 jours) ou des tentatives de meurtre (186), près de deux fois moins de temps dans le cas des vols qualifiés ou des voies de fait graves (120 jours pour les deux) et plus de deux fois moins de temps pour les causes de voies de fait simples (97 jours).

Pornographie juvénile

Des lois interdisant la possession, la production et la distribution de pornographie juvénile existent au Canada depuis 1993 (voir la section Évolution des dispositions législatives relatives aux infractions sexuelles et à des questions connexes : chronologie). Entre 1997 et 2002, la police a porté des accusations contre 226 hommes et 11 femmes pour avoir produit ou distribué de la pornographie juvénile.

Registre des délinquants sexuels

En décembre 2002, le solliciteur général a présenté une loi visant à mettre en œuvre un registre national des délinquants sexuels. Toute personne reconnue coupable d'une infraction sexuelle sera tenue de fournir à la police des renseignements à jour sur ses adresses, ses numéros de téléphone, ses pseudonymes et ses marques d'identification. Ces renseignements seront entrés dans une nouvelle base de données sur les délinquants sexuels dans le système de données du Centre d'information de la police canadienne qu'exploite la Gendarmerie Royale du Canada. Cette base de données devra aider la police à résoudre les crimes sexuels par la détermination des éventuels suspects qui habitent près de l'endroit où une infraction s'est produite.

²¹ Les condamnations antérieures des récidivistes n'ont pas nécessairement trait au même type d'infraction que celui qui est visé par la condamnation actuelle. L'analyse était limitée à ce groupe d'âge en raison des données chronologiques restreintes provenant de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes.

²² Les autres accusations n'ont pas nécessairement trait à des infractions sexuelles.

Cyberaide.ca

Cyberaide.ca est un site Web qu'exploite Child Find Manitoba — et que finance en partie le gouvernement fédéral — afin de recevoir et de traiter les renseignements provenant du public au sujet de l'exploitation sexuelle en ligne des enfants, ce qui comprend la pornographie juvénile, le fait d'attirer des enfants au moyen d'Internet, le tourisme sexuel exploitant les enfants et la prostitution infantine. Cyberaide.ca aide à prévenir l'exploitation sexuelle des enfants en mettant en contact les personnes qui veulent signaler des actes de victimisation en ligne et les organismes d'application de la loi qui mènent les enquêtes, de même qu'en fournissant de l'information et des services d'aiguillage au public. Ce service est offert sur le site www.cyberaide.ca et au numéro sans frais 1 866 658-9022.

Traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle

La traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle est devenue un phénomène mondial, que l'Organisation des Nations Unies considère comme l'une des activités illicites dont la croissance est la plus rapide au monde. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, pas moins de deux millions de femmes et d'enfants ont été trafiqués d'un pays à l'autre en 2001 (www.undp.org/unifem).

L'Organisation des Nations Unies définit l'exploitation sexuelle commerciale des enfants comme l'utilisation d'un enfant à des fins sexuelles en échange d'espèces ou de faveurs entre le client, l'intermédiaire ou l'agent et ceux qui profitent du commerce des enfants à ces fins.

En mai 2002, le Canada a ratifié le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, qui venait compléter la Convention des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée. Les États parties à cette convention s'engagent à prendre des mesures pour criminaliser et prévenir la traite de personnes et pour protéger les victimes contre la traite. Le 28 juin 2002, une nouvelle infraction liée à la traite des personnes a été définie dans la législation canadienne sur l'immigration. La nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* prévoit des pénalités très sévères pour cette infraction, qui est décrite à l'article 118 : amende maximale d'un million de dollars et emprisonnement à perpétuité. En outre, on y énumère les facteurs aggravants, comme le fait de soumettre la victime à l'exploitation sexuelle, dont peut tenir compte le tribunal au moment de déterminer la peine appropriée.

Le Protocole facultatif sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie, qui vient compléter la Convention relative aux droits de l'enfant, a été signé par le Canada en novembre 2001. Ce protocole exige des États parties qu'ils interdisent la vente d'enfants et la prostitution et la pornographie infantiles; prennent des mesures pour favoriser la coopération internationale, saisir et confisquer les biens utilisés dans la perpétration de ces infractions; élaborent des mesures de sensibilisation du public; et instaurent des mesures pour réadapter les enfants victimes.

Exploitation sexuelle des enfants au moyen de la prostitution

Les paragraphes 212(2) et 212(2.1) du *Code criminel* énoncent les actes criminels se rattachant à l'exploitation des enfants au moyen de la prostitution. La peine maximale pour quiconque vit des produits de la prostitution d'une personne de moins de 18 ans est une période d'emprisonnement de 14 ans. Le fait de forcer une personne à s'adonner à la prostitution en utilisant de la violence est passible d'une peine d'emprisonnement d'au moins cinq ans.

Selon le paragraphe 212(4), commet une infraction quiconque communique avec une personne de moins de 18 ans pour obtenir des services sexuels. La peine maximale pour cet acte criminel est de cinq ans d'emprisonnement.

Certaines provinces, comme l'Alberta, la Saskatchewan et l'Ontario, ont adopté leur propre loi visant à protéger les enfants contre la prostitution.

La loi de l'Alberta, la *Protection of Children Involved in Prostitution Act*, adoptée en mars 2001, a eu pour effet de renforcer les dispositions législatives existantes prévoyant la détention de jeunes soupçonnés de s'adonner à la prostitution dont la sécurité est compromise, mais qui ne cesseront pas volontairement leurs activités de prostitution. Les jeunes soupçonnés de se livrer à la prostitution sont détenus dans des conditions de protection en vue d'une évaluation d'une durée de cinq jours où ils reçoivent des soins d'urgence. La *Loi* permet aussi aux autorités de demander tout au plus deux autres périodes de détention d'une durée maximale de 21 jours chacune. Ce temps supplémentaire sert à aider l'enfant à se stabiliser, à briser le cycle de la violence et à amorcer le processus de rétablissement.

La loi de la Saskatchewan, la *Emergency Protection for Victims of Child Sexual Abuse and Exploitation Act*, a été proclamée en vigueur le 1^{er} octobre 2002. La *Loi* donne à la police, au personnel de protection des enfants et à d'autres personnes désignées le droit de demander d'urgence, à un juge de paix, une Emergency Protection Intervention Order (ordonnance d'intervention de protection d'urgence). Les ordonnances visent les personnes qui mettent à risque d'exploitation sexuelle des enfants de moins de 18 ans, et peuvent contenir des conditions pour interdire la communication avec l'enfant et empêcher la personne de se rendre dans des endroits où l'on s'adonne à de la prostitution de rue. Elle élargit également les pouvoirs de fouille de la police dans les cas de mauvais traitements infligés aux enfants. Le manquement à une ordonnance est une infraction prévue à l'article 127 du *Code criminel*. De même, l'*Act to Amend the Highway Traffic Act* a été proclamée en vigueur le 1^{er} avril 2002, autorisant les policiers à saisir les véhicules utilisés pour perpétrer des infractions liées à la prostitution et la province à suspendre le permis de conduire de personnes reconnues coupables d'infractions, y compris d'infractions impliquant des enfants. Une deuxième série de modifications à la *Highway Traffic Act* a été proclamée en vigueur le 1^{er} octobre 2002, faisant une infraction du fait de conduire ou de stationner de façon répétée un véhicule, sans excuse légitime, dans un endroit fréquenté par les travailleurs du sexe.

La province de l'Ontario a adopté mais n'a pas encore proclamé en vigueur la *Loi sur la délivrance des enfants de l'exploitation sexuelle*, qui permet à la police et aux travailleurs de l'aide à l'enfance d'aider les enfants qui sont exploités au moyen de la prostitution de rue. Cette loi les autorise aussi à entrer dans divers endroits où il y a victimisation sexuelle commerciale des enfants, à en sortir toute personne de moins de 18 ans et à poursuivre les proxénètes pour recouvrer les coûts des soins et des services dont auront besoin les victimes.

ÉVOLUTION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES RELATIVES AUX INFRACTIONS SEXUELLES ET À DES QUESTIONS CONNEXES : CHRONOLOGIE

- 1983** Le projet de loi C-127 a fait en sorte que les crimes de viol et d'attentat à la pudeur soient remplacés par trois niveaux d'agression sexuelle qui forment maintenant les articles 271, 272 et 273 du *Code criminel*. Le but de cette nouvelle structure était de réduire le stigmate associé à la déclaration d'une agression sexuelle, en mettant l'accent sur la nature violente plutôt que sexuelle de l'infraction, ainsi que de créer une définition sans distinction de sexe. De plus, la nouvelle loi prévoyait, d'une part, l'élimination de l'immunité du conjoint et, d'autre part, des restrictions quant à l'admissibilité de la preuve liée aux antécédents sexuels de la partie plaignante.
- 1987** Dans l'affaire *R. c. Chase*, [1987] 2 R.C.S. 293, la Cour suprême du Canada a fourni une définition de l'agression sexuelle. La Cour a déclaré qu'une agression sexuelle n'est pas uniquement déterminée par la partie du corps qui est touchée. Elle a également trait à la nature du contact, à la situation dans laquelle cela s'est produit, aux paroles et aux gestes qui accompagnaient l'acte, et toutes les autres circonstances entourant la conduite, y compris les menaces, qu'il y ait ou non recours à la force.
- 1988** Bien que les dispositions relatives à l'agression sexuelle énoncées dans le projet de loi C-127 s'appliquent aux victimes de tout âge, le projet de loi C-15 a défini plusieurs nouvelles infractions qui englobent expressément les affaires d'agression sexuelle contre des victimes âgées de moins de 18 ans. Ces nouvelles infractions comprennent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle de personnes âgées de 14 à 18 ans par des personnes en situation de confiance ou d'autorité, et le fait d'exhiber ses organes génitaux à une fin sexuelle à une personne de moins de 14 ans (voir l'encadré Définitions des infractions sexuelles). En outre, le projet de loi C-15 prévoyait des mesures dont l'objectif était d'améliorer le traitement et l'expérience des plaignants de moins de 18 ans qui ont été victimes d'agression sexuelle en leur permettant de témoigner hors cour ou derrière une paroi et en autorisant dans certains cas l'utilisation de leur témoignage enregistré sur bande magnétoscopique.
- 1991** Dans l'affaire *R. c. Seaboyer*, [1991] 2 R.C.S. 577, la Cour suprême du Canada a cassé des dispositions de la législation de 1983 sur l'agression sexuelle qui interdisaient à un accusé d'invoquer dans sa défense le comportement sexuel passé de la victime (articles 276 et 277 du *Code criminel*).
- 1992** À la suite de cette décision, une nouvelle loi sur la protection des victimes de viol prévoyait un critère servant à déterminer si la preuve relative à l'activité sexuelle de la victime pouvait être présentée en cour. De plus, il donnait une définition du consentement aux fins des dispositions liées à l'agression sexuelle. En outre, il restreignait les circonstances dans lesquelles des accusés pouvaient prétendre qu'ils « croyaient à tort » que la victime était consentante. La loi établissait clairement que le moyen de défense fondé sur la croyance erronée au consentement ne pouvait être utilisé si cette croyance provenait de l'état d'ivresse, de l'insouciance ou de l'aveuglement volontaire de la part de l'accusé, ou si celui-ci n'avait pas pris de mesures raisonnables pour s'assurer du consentement.
- 1993** Le projet de loi C-126 autorisait les tribunaux à imposer des ordonnances d'interdiction particulières aux délinquants sexuels reconnus et a donné lieu à la modification d'ordonnances préventives et d'autres procédés administratifs dans les affaires d'agression sexuelle mettant en cause des enfants. Les tribunaux peuvent par exemple ordonner aux personnes déclarées coupables d'une infraction sexuelle de se tenir loin des parcs et des écoles et leur interdire d'occuper un emploi où elles sont en situation de confiance vis-à-vis d'enfants. De plus, un juge peut interdire aux accusés d'une infraction sexuelle de personnellement contre-interroger un enfant victimisé.
- 1993** Le projet de loi C-128 a introduit des dispositions législatives relatives à la pornographie juvénile, soit l'article 163.1 du *Code criminel*. Selon cet article, commet une infraction quiconque produit, imprime, publie, importe, distribue ou vend de la pornographie juvénile et quiconque en a en sa possession à des fins de publication, de vente ou de distribution. La simple possession est également interdite. Cet article s'applique également aux infractions commises au moyen d'Internet.
- 1995** Dans l'affaire *R. c. O'Connor*, [1995] 4 R.C.S. 411, la Cour suprême du Canada a déclaré qu'un tribunal de juridiction criminelle pouvait ordonner la production des dossiers de counselling ou autres dossiers personnels des victimes d'agression sexuelle pour la défense de l'accusé.
- 1997** À la suite de l'arrêt *O'Connor*, le Parlement a promulgué le projet de loi C-46, qui énonçait les circonstances dans lesquelles les dossiers pouvaient être produits pour la défense de l'accusé.
- 1997** Le projet de loi C-27 contenait des dispositions visant à faciliter le témoignage des jeunes victimes et témoins d'infractions sexuelles, à imposer des sanctions plus sévères aux personnes qui exploitent des jeunes s'adonnant à la prostitution, et à préciser que la mutilation des organes génitaux de la femme est un crime. En outre, le projet de loi permettait aux autorités canadiennes de poursuivre les citoyens et les résidents permanents du Canada qui commettent des infractions sexuelles contre des enfants à l'étranger.
- 1999** Le projet de loi C-51 prévoyait une modification du *Code criminel* qui rend illégal de communiquer afin d'obtenir les faveurs d'un enfant prostitué, ce qui permettait à la police d'utiliser des leurres pour déposer des accusations.

- 1999** Dans l'affaire *R. c. Mills*, [1999] 3 R.C.S. 668, la Cour suprême du Canada a confirmé la constitutionnalité des dispositions du projet de loi C-46 relatives à la production des dossiers pour la défense de l'accusé.
- 2000** Dans l'affaire *R. c. Darrach*, [2000] 2 R.C.S. 443, la Cour suprême du Canada a confirmé la validité constitutionnelle des dispositions législatives visant à protéger les victimes de viol (projet de loi C-49).
- 2000** Le projet de loi C-7 prévoyait des modifications de la *Loi sur le casier judiciaire* afin d'accroître le pouvoir de la police d'examiner à fond les antécédents criminels des personnes qui cherchent à travailler auprès d'enfants, et notamment de vérifier les casiers judiciaires concernant des infractions sexuelles désignées pour lesquelles une réhabilitation a été octroyée.
- 2001** Dans l'affaire *R. c. Sharpe*, [2001] 1 R.C.S. 45, la Cour suprême du Canada a confirmé la constitutionnalité de l'infraction que constitue la possession de pornographie juvénile selon le par. 163.1 (3) du *Code criminel*. Toutefois, la Cour a jugé que la définition de la « pornographie juvénile » doit être considérée comme incluant une exception visant (1) les écrits ou représentations créés par l'accusé seul (comme des journaux et des dessins personnels) et conservés par ce dernier exclusivement pour son usage personnel; (2) tout enregistrement visuel créé par l'accusé ou dans lequel ce dernier figure, qui ne représente aucune activité sexuelle illégale et qui est conservé par l'accusé exclusivement pour son usage personnel. De plus, la Cour a soutenu que les moyens de défense, telles que la valeur artistique, doivent être interprétés libéralement afin qu'il ne soit pas porté atteinte au droit à la liberté d'expression.
- 2002** Le projet de loi C-15A prévoyait de nouvelles infractions et des modifications des dispositions législatives existantes concernant l'exploitation sexuelle des enfants au moyen d'Internet et le tourisme sexuel impliquant des enfants. Les infractions consistent à visiter sciemment des sites de pornographie juvénile, à diffuser de la pornographie juvénile dans Internet (y compris à exploiter des sites Web qui ont des liens menant à des sites de pornographie juvénile), à être en possession de pornographie juvénile en vue de la transmettre ou de l'exporter dans Internet, ainsi qu'à recruter des enfants au moyen d'Internet à des fins d'exploitation sexuelle. Cette loi prévoyait aussi une modification visant à faciliter la poursuite des citoyens et des résidents permanents du Canada qui commettent des infractions sexuelles contre des enfants dans des pays étrangers. En outre, la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* prévoit une infraction portant particulièrement sur la traite de personnes (art. 118).
- 2002** Le projet de loi C-20, qui a été déposé à la Chambre des communes le 5 décembre 2002, a pour objet de renforcer les dispositions du *Code criminel* relatives à la pornographie juvénile en limitant les moyens de défense à un moyen de défense unique « d'intérêt public » et en élargissant la définition de la pornographie juvénile écrite.

Le projet de loi prévoit aussi la création d'une nouvelle catégorie d'exploitation sexuelle qui protège les jeunes personnes de 14 à 18 ans; l'augmentation de la peine maximale pour les infractions perpétrées à l'égard des enfants (infractions sexuelles, omission de fournir les choses nécessaires à l'existence et abandon d'enfant); l'introduction de mesures visant à faciliter le témoignage des enfants victimisés et témoins; enfin, la création d'une nouvelle infraction, celle du voyeurisme.

MÉTHODES

Programme de déclaration uniforme de la criminalité

Le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) a été élaboré par Statistique Canada avec l'aide et la collaboration de l'Association canadienne des chefs de police. Le Programme DUC, qui a été lancé en 1962, sert à recueillir des statistiques sur les crimes et les infractions aux règlements de la circulation qui sont déclarés par tous les corps policiers du Canada. Les données du Programme DUC font état des crimes dont le bien-fondé a été établi par une enquête policière.

Il s'agit d'un programme à base de données agrégées où les affaires sont classées selon l'infraction la plus grave (en général, il s'agit de l'infraction qui entraînerait la peine maximale la plus lourde prévue par le *Code criminel*). Par conséquent, les infractions moins graves sont sous-représentées par le Programme DUC. Dans le cas d'un crime avec violence, une affaire distincte est consignée pour chaque victime. Fait exception à cette règle le vol qualifié, à l'égard duquel une affaire est comptée pour chaque événement distinct (on évite ainsi de gonfler le nombre de vols qualifiés lorsqu'il y a de nombreuses victimes, p. ex. dans le cas d'un vol de banque). Quant aux crimes sans violence, une affaire (classée selon l'infraction la plus grave) est comptée pour chaque événement distinct.

Le Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) permet de saisir des renseignements détaillés sur les différentes affaires criminelles signalées à la police, dont les caractéristiques des victimes, des accusés et des affaires. En 2001, des données détaillées ont été recueillies au moyen du Programme DUC 2 auprès de 154 services de police dans 9 provinces. Ces données représentent 59 % du volume national des affaires réelles relatives au *Code criminel* qui ont été signalées. Sauf pour l'Ontario et le Québec, les données proviennent surtout de services de police urbains. On prévient lecteur que ces données ne sont pas représentatives aux échelles nationale et provinciale.

La base de données sur les tendances du Programme DUC 2 comprend des données historiques, qui permettent d'analyser les tendances relatives aux caractéristiques des affaires, des accusés et des victimes, comme l'utilisation d'armes et le lien entre la victime et l'accusé. Cette base de données comprend actuellement les données de 104 services de police qui déclarent les actes criminels au Programme DUC 2 systématiquement depuis 1995. Ces services de police représentaient 42 % du volume national des crimes en 2001.

Enquête sur les homicides

L'Enquête sur les homicides permet depuis 1974 de recueillir auprès des corps policiers des données détaillées sur les affaires d'homicide, les victimes et les accusés. On dispose de chiffres sommaires pour la période allant de 1961 à 1973. Chaque fois qu'un homicide (meurtre, homicide involontaire coupable ou infanticide) vient à l'attention de la police, le personnel du service de police qui fait enquête remplit un questionnaire d'enquête, qui est ensuite transmis au Centre canadien de la statistique juridique. Ce questionnaire n'a à peu près pas changé de 1974 à 1990. En 1991, puis en 1997, il a été révisé et élargi compte tenu des nouveaux besoins de renseignements. Dans toute la mesure du possible, les homicides sont comptés dans l'année où ils ont lieu. Toutefois, dans certaines circonstances, les homicides sont comptés dans l'année où la police en a pris connaissance, ce qui pourrait être une année différente de celle où ils ont effectivement été commis.

Enquête sociale générale sur la victimisation

L'Enquête sociale générale (ESG) est une enquête annuelle qui permet de suivre l'évolution de la société canadienne et de fournir des renseignements sur des questions stratégiques particulières qui se posent actuellement ou se dessinent. Chaque année, l'ESG porte sur un thème particulier. En 1988, 1993 et 1999, l'ESG a traité de la criminalité et de la victimisation.

En 1999, quelque 26 000 Canadiens de 15 ans et plus résidant dans un ménage ont été interviewés par téléphone à propos de leurs expériences de la victimisation. Comme lors des cycles précédents, le taux de réponse était assez élevé, soit de 81,3 %. Les réponses ont été pondérées de sorte qu'elles soient représentatives des quelque 24,3 millions de Canadiens de 15 ans et plus ne vivant pas en établissement. Étant donné la taille de cet échantillon, une estimation d'une proportion de la population, exprimée en pourcentage, devrait être exacte avec une marge d'erreur de 0,8 % 19 fois sur 20. Les estimations de sous-échantillons de la population auront des intervalles de confiance plus larges.

Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes

L'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA) fournit des renseignements statistiques sur le traitement des causes devant les tribunaux provinciaux et territoriaux de juridiction criminelle pour adultes. La couverture en 2001-2002 s'élevait à 90 % de l'ensemble des causes dont ont été saisis les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes. Une seule province et deux territoires (le Manitoba, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest) sont exclus de l'enquête pour le moment. La Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick ont commencé à participer au sondage en 2001/2002 et ont été exclus de l'analyse sur les tendances.

Certains emplacements de tribunaux du Québec ne déclarent pas de données à l'enquête. Les données provenant des 140 cours municipales du Québec (qui entendent environ 20 % des causes d'infractions aux lois fédérales de cette province) ne sont pas encore recueillies. Les données des cours supérieures de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Yukon sont comprises.

Dans l'ETJCA, une cause est définie comme une ou plusieurs accusations portées contre une personne ou une société et faisant l'objet d'une décision finale le même jour. Les accusations relatives à chaque cause sont classées selon le type de décision finale, et c'est l'accusation donnant lieu à la décision la plus sévère qui sert à représenter la cause.

Enquête sur les tribunaux de la jeunesse

L'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse est un recensement des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse relativement à des infractions dont sont accusées des jeunes de 12 à 17 ans au moment de l'infraction. Malgré tous les efforts déployés par les répondants et le Centre canadien de la statistique juridique pour assurer une couverture complète de l'enquête, il peut y avoir un léger sous-dénombrement dans certains secteurs de compétence. Une cause est définie dans l'ETJ comme une ou plusieurs accusations portées contre une jeune personne et faisant l'objet d'une décision le même jour. Les accusations relatives à chaque cause sont classées selon le type de décision finale, et c'est l'accusation donnant lieu à la décision la plus sévère qui sert à représenter la cause.

BIBLIOGRAPHIE

- BESSERER, S., et C. TRAINOR. 2000, « La victimisation criminelle au Canada, 1999 », *Juristat*, produit n° 85-002-XPF au catalogue de Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Ottawa, ministre de l'Industrie, vol. 20, n° 10.
- BITTLE, S. 2002, « When protection is punishment: Neo-liberalism and secure care approaches to youth prostitution », *Revue canadienne de criminologie*, vol. 44, n° 3, p. 317 à 350.
- CLARK, S., et D. HEPWORTH. 1994, « Effects of Reform Legislation on the Processing of Sexual Assault Cases », *Confronting Sexual Assault: A Decade of Legal and Social Change*, sous la direction de J. Roberts et R. Mohr, Toronto, University of Toronto Press, p. 113 à 135.
- FITZGERALD, R. 2003, « Examen des différences entre les sexes quant à la délinquance », *Série de documents de recherche sur la criminalité et la justice*, produit n° 85-561-MIF2003001 au catalogue de Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique.
- MINISTÈRE DE LA JUSTICE. 1985, *La loi sur les agressions sexuelles au Canada : une évaluation*, produit n° J23-9F au catalogue du ministère de la Justice, Ottawa, Approvisionnements et Services Canada.
- ROBERTS, J., et R. GEBOTYS. 1992, « Reforming Rape Laws », *Law and Human Behaviour*, vol. 16, n° 5, p. 555 à 573.
- ROBERTS, J., et M. GROSSMAN. 1994, « Changing Definitions of Sexual Assault: An Analysis of Police Statistics », *Confronting Sexual Assault: A Decade of Legal and Social Change*, sous la direction de J. Roberts et R. Mohr, Toronto, University of Toronto Press, p. 57 à 83.
- THOMAS, M., H. HURLEY et C. GRIMES. 2002, « Analyse préliminaire de la récidive chez les jeunes et les jeunes adultes, 1999-2000 », *Juristat*, produit n° 85-002-XPF au catalogue de Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Ottawa, ministre de l'Industrie, vol. 22, n° 9.

Tableau 1


Infractions sexuelles signalées à la police, Canada, 1983 à 2002

| Année | Population | Total des infractions sexuelles | | Total des agressions sexuelles | | Agression sexuelle de niveau 1 | | Agression sexuelle de niveau 2 | | Agression sexuelle de niveau 3 | | Autres infractions d'ordre sexuel | |
|----------------------------|------------|---------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|-----------------------------------|-------------------|
| | | Nombre | Taux ¹ | Nombre | Taux ¹ | Nombre | Taux ¹ | Nombre | Taux ¹ | Nombre | Taux ¹ | Nombre | Taux ¹ |
| 1983 | 25366965 | 14872 | 59 | 11932 | 47 | 10542 | 42 | 840 | 3.3 | 550 | 2.2 | 2940 | 11.6 |
| 1984 | 25607555 | 18535 | 72 | 14793 | 58 | 13472 | 53 | 795 | 3.1 | 526 | 2.1 | 3742 | 14.6 |
| 1985 | 25842590 | 21467 | 83 | 18248 | 71 | 16990 | 66 | 805 | 3.1 | 453 | 1.8 | 3219 | 12.5 |
| 1986 | 26100587 | 23533 | 90 | 20530 | 79 | 19191 | 74 | 910 | 3.5 | 429 | 1.6 | 3003 | 11.5 |
| 1987 | 26449888 | 25008 | 95 | 22369 | 85 | 21021 | 79 | 936 | 3.5 | 412 | 1.6 | 2639 | 10.0 |
| 1988 | 26798303 | 28048 | 105 | 24898 | 93 | 23564 | 88 | 961 | 3.6 | 373 | 1.4 | 3150 | 11.8 |
| 1989 | 27286239 | 30364 | 111 | 26795 | 98 | 25551 | 94 | 856 | 3.1 | 388 | 1.4 | 3569 | 13.1 |
| 1990 | 27700856 | 31456 | 114 | 27843 | 101 | 26540 | 96 | 918 | 3.3 | 385 | 1.4 | 3613 | 13.0 |
| 1991 | 28030864 | 34282 | 122 | 30351 | 108 | 28916 | 103 | 971 | 3.5 | 464 | 1.7 | 3931 | 14.0 |
| 1992 | 28376550 | 38395 | 135 | 34355 | 121 | 33022 | 116 | 935 | 3.3 | 398 | 1.4 | 4040 | 14.2 |
| 1993 | 28703142 | 38925 | 136 | 34754 | 121 | 33536 | 117 | 860 | 3.0 | 358 | 1.2 | 4171 | 14.5 |
| 1994 | 29035981 | 35524 | 122 | 31706 | 109 | 30572 | 105 | 769 | 2.6 | 365 | 1.3 | 3818 | 13.1 |
| 1995 | 29353854 | 31728 | 108 | 28234 | 96 | 27278 | 93 | 659 | 2.2 | 297 | 1.0 | 3494 | 11.9 |
| 1996 | 29671892 | 30369 | 102 | 27026 | 91 | 26076 | 88 | 653 | 2.2 | 297 | 1.0 | 3343 | 11.3 |
| 1997 | 29987214 | 30663 | 102 | 27013 | 90 | 26142 | 87 | 602 | 2.0 | 269 | 0.9 | 3650 | 12.2 |
| 1998 | 30248412 | 28998 | 96 | 25553 | 84 | 24805 | 82 | 529 | 1.7 | 219 | 0.7 | 3445 | 11.4 |
| 1999 | 30509323 | 27159 | 89 | 23859 | 78 | 23185 | 76 | 461 | 1.5 | 213 | 0.7 | 3300 | 10.8 |
| 2000 | 30790834 | 27115 | 88 | 24001 | 78 | 23428 | 76 | 391 | 1.3 | 182 | 0.6 | 3114 | 10.1 |
| 2001 | 31110565 | 26733 | 86 | 24044 | 77 | 23563 | 76 | 320 | 1.0 | 161 | 0.5 | 2689 | 8.6 |
| 2002 | 31413990 | 27094 | 86 | 24350 | 78 | 23813 | 76 | 381 | 1.2 | 156 | 0.5 | 2744 | 8.7 |
| Variation en % 1993 à 2002 | | -30 | -36 | -30 | -36 | -29 | -35 | -56 | -60 | -56 | -60 | -34 | -40 |
| Variation en % 1983 à 2002 | | 82 | 47 | 104 | 65 | 126 | 82 | -55 | -63 | -72 | -77 | -7 | -25 |

¹ Le calcul des taux est fondé sur 100 000 habitants. Les estimations de la population sont fournies par Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Populations au 1^{er} juillet : estimations intercensitaires révisées, mises à jour pour sous-dénombrement de 1983 à 1990; estimations intercensitaires définitives de 1991 à 1995; estimations postcensitaires définitives pour 1996 et 1999; estimations postcensitaires mises à jour de 2000 à 2001; estimations postcensitaires provisoires pour 2002.

Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Tableau 2

| | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Terre-Neuve-et-Labrador | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 1230 | 1368 | 1353 | 1113 | 957 | 842 | 902 | 664 | 600 | 599 | 650 | 584 |
| Taux ¹ | 212 | 235 | 233 | 194 | 169 | 150 | 163 | 122 | 111 | 112 | 122 | 110 |
| Variation du taux (%) | 11 | -1 | -17 | -13 | -11 | 9 | -25 | -9 | 1 | 9 | -10 | |
| Île-du-Prince-Édouard | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 176 | 205 | 160 | 195 | 174 | 172 | 155 | 170 | 116 | 112 | 120 | 162 |
| Taux ¹ | 135 | 157 | 121 | 145 | 129 | 127 | 113 | 124 | 84 | 81 | 86 | 116 |
| Variation du taux (%) | 16 | -23 | 20 | -11 | -2 | -11 | 10 | -32 | -4 | 7 | 34 | |
| Nouvelle-Écosse | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 1182 | 1453 | 1479 | 1361 | 1309 | 1218 | 1264 | 1023 | 947 | 823 | 912 | 948 |
| Taux ¹ | 129 | 158 | 160 | 147 | 141 | 131 | 135 | 109 | 101 | 87 | 97 | 100 |
| Variation du taux (%) | 22 | 1 | -8 | -4 | -7 | 3 | -19 | -7 | -14 | 11 | 4 | |
| Nouveau-Brunswick | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 1098 | 1286 | 1352 | 1252 | 1249 | 1057 | 989 | 955 | 878 | 826 | 953 | 851 |
| Taux ¹ | 147 | 172 | 181 | 167 | 166 | 140 | 131 | 127 | 116 | 109 | 126 | 112 |
| Variation du taux (%) | 17 | 5 | -8 | -1 | -16 | -6 | -3 | -9 | -6 | 16 | -11 | |
| Québec | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 4674 | 5266 | 4975 | 4648 | 4248 | 4291 | 4214 | 4252 | 4503 | 4507 | 4601 | 5274 |
| Taux ¹ | 66 | 74 | 70 | 65 | 59 | 59 | 58 | 58 | 61 | 61 | 62 | 71 |
| Variation du taux (%) | 12 | -5 | -7 | -9 | 0 | -2 | 0 | 5 | 0 | 2 | 14 | |
| Ontario | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 11963 | 12870 | 13731 | 12631 | 10889 | 10320 | 10158 | 9942 | 9157 | 9840 | 9078 | 8877 |
| Taux ¹ | 115 | 121 | 128 | 116 | 99 | 93 | 90 | 87 | 79 | 84 | 76 | 74 |
| Variation du taux (%) | 5 | 6 | -9 | -15 | -6 | -3 | -3 | -9 | 6 | -9 | -4 | |
| Manitoba | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 1999 | 2543 | 2425 | 2095 | 1776 | 1887 | 1826 | 1607 | 1572 | 1462 | 1460 | 1602 |
| Taux ¹ | 180 | 228 | 217 | 186 | 157 | 166 | 161 | 141 | 138 | 127 | 127 | 139 |
| Variation du taux (%) | 27 | -5 | -14 | -16 | 6 | -3 | -12 | -2 | -8 | 0 | 10 | |
| Saskatchewan | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 1774 | 1992 | 1917 | 1770 | 1721 | 1601 | 1866 | 1672 | 1525 | 1650 | 1571 | 1618 |
| Taux ¹ | 177 | 198 | 191 | 175 | 170 | 157 | 182 | 163 | 149 | 162 | 154 | 160 |
| Variation du taux (%) | 12 | -4 | -8 | -3 | -8 | 16 | -10 | -9 | 9 | -5 | 4 | |
| Alberta | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 4136 | 4415 | 4272 | 3868 | 3434 | 3330 | 3341 | 3212 | 2936 | 2711 | 2854 | 2806 |
| Taux ¹ | 160 | 168 | 160 | 143 | 125 | 120 | 118 | 110 | 99 | 90 | 93 | 90 |
| Variation du taux (%) | 5 | -5 | -11 | -13 | -4 | -2 | -7 | -10 | -9 | 4 | -3 | |
| Colombie-Britannique | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 5451 | 6348 | 6494 | 5866 | 5382 | 5098 | 5176 | 4911 | 4402 | 4075 | 4059 | 3776 |
| Taux ¹ | 161 | 183 | 182 | 160 | 143 | 132 | 131 | 123 | 109 | 100 | 99 | 91 |
| Variation du taux (%) | 14 | -1 | -12 | -11 | -8 | -1 | -6 | -11 | -8 | -1 | -8 | |
| Yukon | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 120 | 107 | 135 | 108 | 133 | 93 | 133 | 111 | 94 | 98 | 80 | 108 |
| Taux ¹ | 415 | 354 | 441 | 359 | 431 | 292 | 412 | 352 | 303 | 320 | 265 | 361 |
| Variation du taux (%) | -15 | 25 | -19 | 20 | -32 | 41 | -15 | -14 | 6 | -17 | 36 | |
| Territoires du Nord-Ouest² | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 474 | 542 | 632 | 617 | 456 | 460 | 639 | 479 | 213 | 189 | 154 | 196 |
| Taux ¹ | 778 | 869 | 994 | 947 | 685 | 681 | 943 | 710 | 520 | 463 | 374 | 473 |
| Variation du taux (%) | 12 | 14 | -5 | -28 | -1 | 39 | -25 | -27 | -11 | -19 | 27 | |
| Nunavut² | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 216 | 223 | 241 | 292 |
| Taux ¹ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 804 | 811 | 857 | 1017 |
| Variation du taux (%) | 1 | 6 | 19 | | | | | | | | | |
| Canada | | | | | | | | | | | | |
| Nombre | 34282 | 38395 | 38925 | 35524 | 31728 | 30369 | 30663 | 28998 | 27159 | 27115 | 26733 | 27094 |
| Taux ¹ | 122 | 135 | 136 | 122 | 108 | 102 | 102 | 96 | 89 | 88 | 86 | 86 |
| Variation du taux (%) | | 11 | 1 | -10 | -11 | -6 | 0 | -6 | -7 | -1 | -2 | 0 |

¹ Les estimations de la population servant au calcul des taux sont fournies par Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Populations au 1^{er} juillet : estimations intercensitaires définitives pour 1991 à 1995; estimations postcensitaires définitives de 1996 et 1999; estimations postcensitaires mises à jour pour 2000 et 2001; estimations postcensitaires provisoires pour 2002.

² En 1999, le Nunavut est officiellement devenu un territoire canadien. Les données des Territoires du Nord-Ouest pour les années 1999 et suivantes ne peuvent être comparées avec les données antérieures à 1999.

Note : Comprend les agressions sexuelles des niveaux 1, 2 et 3 et les autres infractions d'ordre sexuel.

Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Tableau 3



Homicides entraînés par des infractions sexuelles, 1991 à 2001

| | Nombre | Pourcentage |
|---------------------------|------------|-------------|
| Accusé identifié | 163 | 89 |
| Non résolu | 21 | 11 |
| Total | 184 | 100 |
| Sexe de l'accusé | | |
| Masculin | 159 | 98 |
| Féminin | 4 | 2 |
| Total | 163 | 100 |
| Âge de l'accusé | | |
| Moins de 25 ans | 52 | 32 |
| 25 ans et plus | 111 | 68 |
| Total | 163 | 100 |
| Sexe de la victime | | |
| Masculin | 33 | 18 |
| Féminin | 151 | 82 |
| Total | 184 | 100 |
| Âge de la victime | | |
| Moins de 15 ans | 25 | 14 |
| 15 à 24 ans | 61 | 33 |
| 25 ans et plus | 98 | 53 |
| Total | 184 | 100 |

Source : Enquête sur les homicides, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Tableau 4

| Motifs invoqués | Agression sexuelle | | Vol qualifié | | Voies de fait | |
|--|-----------------------------|------------|-----------------------------|------------|-----------------------------|------------|
| | N ^{bre} (milliers) | % | N ^{bre} (milliers) | % | N ^{bre} (milliers) | % |
| Total des affaires non signalées à la police | 391 | 100 | 116 | 100 | 754 | 100 |
| A réglé l'affaire autrement | | | | | | |
| Oui | 237 | 61 | 56 | 49 | 432 | 57 |
| Non | 153 | 39 | 60 | 51 | 320 | 42 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L'affaire n'était pas assez grave | | | | | | |
| Oui | 195 | 50 | 48 | 41 | 392 | 52 |
| Non | 194 | 50 | 69 | 59 | 361 | 48 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Affaire personnelle qui ne concernait pas la police | | | | | | |
| Oui | 194 | 50 | 44 | 38 | 226 | 30 |
| Non | 195 | 50 | 72 | 62 | 527 | 70 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ne voulait pas avoir affaire à la police | | | | | | |
| Oui | 182 | 47 | 58 | 50 | 268 | 36 |
| Non | 207 | 53 | 59 | 50 | 484 | 64 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| La police n'aurait pu rien faire | | | | | | |
| Oui | 130 | 33 | 55 | 48 | 244 | 32 |
| Non | 260 | 66 | 61 | 52 | 509 | 68 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Craignait la vengeance | | | | | | |
| Oui | 73 | 19 | 32 | 27 | 74 | 10 |
| Non | 317 | 73 | 85 | 73 | 678 | 90 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| La police n'aurait pas voulu intervenir | | | | | | |
| Oui | 70 | 18 | 15 | 6 | 127 | 17 |
| Non | 319 | 82 | 102 | 87 | 625 | 83 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Craignait la publicité ou la couverture médiatique | | | | | | |
| Oui | 56 | 14 | 9 | 8 | 29 | 4 |
| Non | 333 | 85 | 108 | 92 | 723 | 96 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre motif | | | | | | |
| Oui | 36 | 9 | 8 | 7 | 58 | 8 |
| Non | 355 | 91 | 109 | 93 | 695 | 92 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Source : Enquête sociale générale de 1999, Statistique Canada.

Tableau 5



Pourcentage des victimes de violence qui ont cherché à obtenir du soutien, 1999

| Source de soutien | Agression sexuelle | | Vol qualifié | | Voies de fait | |
|-----------------------|-----------------------------|----|-----------------------------|----|-----------------------------|----------------|
| | N ^{bre} (milliers) | % | N ^{bre} (milliers) | % | N ^{bre} (milliers) | % |
| Famille | 207 | 42 | 172 | 76 | 844 | 68 |
| Ami ou voisin | 302 | 61 | 191 | 84 | 928 | 74 |
| Collègue | 132 | 26 | 94 | 41 | 649 | 52 |
| Médecin ou infirmière | F | F | F | F | 118 | 9 |
| Avocat | F | F | F | F | 72 ^E | 6 ^E |

^E à utiliser avec prudence

F trop peu fiable pour être publié

Source : Enquête sociale générale de 1999, Statistique Canada.

Tableau 6

| Caractéristiques de la victime | Nombre (milliers) | Taux pour 1 000 habitants de 15 ans ou plus |
|--|----------------------|--|
| Total | 502 | 21 |
| Sexe | | |
| Féminin | 410 | 33 |
| Masculin | 92 | 8 |
| Groupes d'âges | | |
| 15 à 24 ans | 248 | 61 |
| 25 à 34 ans | 126 | 28 |
| 35 à 44 ans | 74 ^E | 14 ^E |
| 45 à 54 ans | 43 ^E | 10 ^E |
| 55 à 64 ans | 0 | 0 |
| 65 ans et plus | 0 | 0 |
| État matrimonial | | |
| Marié | 78 ^E | 6 ^E |
| En union libre | 0 | 0 |
| Célibataire | 291 | 48 |
| Veuf | 0 | 0 |
| Séparé ou divorcé | 68 ^E | 43 ^E |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 |
| Activité principale | | |
| Exerce un emploi | 235 | 18 |
| Cherche un travail | 0 | 0 |
| Est aux études | 145 | 49 |
| S'occupe du travail ménager ² | 58 ^E | 28 ^E |
| Est à la retraite | 0 | 0 |
| Autre ³ | 0 | 0 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 |
| Activités en soirée (nbre par mois) | | |
| Moins de 10 | 42 ^E | 8 ^E |
| 10 à 19 | 61 ^E | 12 ^E |
| 20 à 29 | 92 | 19 |
| 30 et plus | 307 | 37 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 0 | 0 |
| Revenu du ménage | | |
| 0 \$ à 14 999 \$ | 61 ^E | 43 ^E |
| 15 000 \$ à 29 999 \$ | 70 ^E | 24 ^E |
| 30 000 \$ à 39 999 \$ | 46 ^E | 20 ^E |
| 40 000 \$ à 59 999 \$ | 82 ^E | 20 ^E |
| 60 000 \$ et plus | 92 | 14 |
| Ne sait pas ou non indiqué | 151 | |
| Emplacement du domicile | | |
| Milieu urbain | 409 | 21 |
| Milieu rural | 94 | 18 |

^E à utiliser avec prudence

¹ Comprend toutes les affaires d'agression sexuelle et de voies de fait contre le conjoint.

² Comprend le soin des enfants et le congé de maternité/paternité.

³ Comprend la maladie de longue durée et le bénévolat.

Source : Enquête sociale générale de 1999, Statistique Canada.

Tableau 7



Lien entre la victime et l'accusé selon l'âge et le sexe de la victime, 2002

| Lien de l'accusé avec la victime | Âge et sexe de la victime | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|---------------------------|------------|----------------------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|-------|--|
| | Total des victimes | | Enfants de moins de 12 ans | | | | | | Total | |
| | | | Filles | | Garçons | | | | | |
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | | |
| Famille (total) | 4 025 | 28 | 1 432 | 51 | 530 | 46 | 1 962 | 49 | | |
| <i>Conjoint ou ex-conjoint</i> | 555 | 4 | | 0 | | 0 | 0 | 0 | | |
| <i>Père ou mère</i> | 1 439 | 10 | 606 | 21 | 195 | 17 | 801 | 20 | | |
| <i>Autre membre de la famille</i> | 2 031 | 14 | 826 | 29 | 335 | 29 | 1 161 | 29 | | |
| Ami proche ¹ | 1 481 | 10 | 172 | 6 | 95 | 8 | 267 | 7 | | |
| Connaissance | 5 842 | 41 | 977 | 35 | 418 | 37 | 1 395 | 35 | | |
| Étranger | 2 921 | 20 | 243 | 9 | 97 | 9 | 340 | 9 | | |
| Total | 14 269 | 100 | 2 824 | 100 | 1 140 | 100 | 3 964 | 100 | | |

| | Âge et sexe de la victime | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|---------------------------|------------|------------|------------|--------------|---------------------------|--------------|------------|------------|------------|--------------|------------|
| | Jeunes de 12 à 17 ans | | | | | Adultes de 18 ans et plus | | | | | | |
| | Filles | | Garçons | | Total | Femmes | | Hommes | | Total | | |
| | Nombre | % | Nombre | % | | Nombre | % | Nombre | % | | | |
| Famille (total) | 985 | 23 | 132 | 23 | 1 117 | 23 | 882 | 17 | 64 | 15 | 946 | 17 |
| <i>Conjoint ou ex-conjoint</i> | 34 | 1 | 1 | 0 | 35 | 1 | 513 | 10 | 7 | 2 | 520 | 9 |
| <i>Père ou mère</i> | 454 | 11 | 41 | 7 | 495 | 10 | 125 | 2 | 18 | 4 | 143 | 3 |
| <i>Autre membre de la famille</i> | 497 | 12 | 90 | 16 | 587 | 12 | 244 | 5 | 39 | 9 | 283 | 5 |
| Ami proche ¹ | 478 | 11 | 61 | 11 | 539 | 11 | 630 | 12 | 45 | 10 | 675 | 12 |
| Connaissance | 1 942 | 46 | 297 | 53 | 2 239 | 47 | 1 984 | 39 | 224 | 52 | 2 208 | 40 |
| Étranger | 809 | 19 | 75 | 13 | 884 | 18 | 1 596 | 31 | 101 | 23 | 1 697 | 31 |
| Total | 4 214 | 100 | 565 | 100 | 4 779 | 100 | 5 092 | 100 | 434 | 100 | 5 526 | 100 |

¹ Une personne de sexe masculin ou féminin qui entretient une relation durable ou proche (ou intime) avec la victime. Les ex-amis sont également visés par cette définition.
Source : Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Tableau 8

Décisions rendues par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans les causes d'infractions sexuelles et d'autres infractions avec violence, 1994-1995 à 2001-2002²

| | | Total | | Culpabilité | | Acquittement | | Arrêt ou retrait | | Autre ¹ | |
|-----------------------------------|-----------|---------|-----|-------------|----|--------------|---|------------------|----|--------------------|----|
| | | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Agression sexuelle de niveau 1 | 1994-1995 | 4 469 | 100 | 1 495 | 33 | 170 | 4 | 1 644 | 37 | 1 160 | 26 |
| | 1995-1996 | 4 247 | 100 | 1 566 | 37 | 235 | 6 | 1 528 | 36 | 918 | 22 |
| | 1996-1997 | 3 900 | 100 | 1 650 | 42 | 183 | 5 | 1 435 | 37 | 632 | 16 |
| | 1997-1998 | 4 137 | 100 | 1 671 | 40 | 199 | 5 | 1 596 | 39 | 671 | 16 |
| | 1998-1999 | 4 033 | 100 | 1 718 | 43 | 277 | 7 | 1 570 | 39 | 468 | 12 |
| | 1999-2000 | 3 629 | 100 | 1 668 | 46 | 198 | 5 | 1 332 | 37 | 431 | 12 |
| | 2000-2001 | 3 279 | 100 | 1 444 | 44 | 217 | 7 | 1 245 | 38 | 373 | 11 |
| | 2001-2002 | 4 354 | 100 | 1 879 | 43 | 335 | 8 | 1 746 | 40 | 394 | 9 |
| Agression sexuelle de niveau 2 | 1994-1995 | 780 | 100 | 173 | 22 | 8 | 1 | 272 | 35 | 327 | 42 |
| | 1995-1996 | 692 | 100 | 196 | 28 | 31 | 4 | 229 | 33 | 236 | 34 |
| | 1996-1997 | 572 | 100 | 166 | 29 | 24 | 4 | 196 | 34 | 186 | 33 |
| | 1997-1998 | 548 | 100 | 140 | 26 | 17 | 3 | 211 | 39 | 180 | 33 |
| | 1998-1999 | 507 | 100 | 163 | 32 | 20 | 4 | 192 | 38 | 132 | 26 |
| | 1999-2000 | 375 | 100 | 120 | 32 | 23 | 6 | 158 | 42 | 74 | 20 |
| | 2000-2001 | 333 | 100 | 102 | 31 | 23 | 7 | 129 | 39 | 79 | 24 |
| | 2001-2002 | 417 | 100 | 137 | 33 | 29 | 7 | 167 | 40 | 84 | 20 |
| Agression sexuelle de niveau 3 | 1994-1995 | 279 | 100 | 52 | 19 | 2 | 1 | 109 | 39 | 116 | 42 |
| | 1995-1996 | 213 | 100 | 35 | 16 | 12 | 6 | 92 | 43 | 74 | 35 |
| | 1996-1997 | 164 | 100 | 41 | 25 | 2 | 1 | 63 | 38 | 58 | 35 |
| | 1997-1998 | 182 | 100 | 47 | 26 | 6 | 3 | 75 | 41 | 54 | 30 |
| | 1998-1999 | 177 | 100 | 46 | 26 | 5 | 3 | 82 | 46 | 44 | 25 |
| | 1999-2000 | 151 | 100 | 45 | 30 | 11 | 7 | 69 | 46 | 26 | 17 |
| | 2000-2001 | 112 | 100 | 33 | 29 | 6 | 5 | 47 | 42 | 26 | 23 |
| | 2001-2002 | 146 | 100 | 39 | 27 | 10 | 7 | 65 | 45 | 32 | 22 |
| Autres infractions d'ordre sexuel | 1994-1995 | 2 776 | 100 | 890 | 32 | 100 | 4 | 1 036 | 37 | 750 | 27 |
| | 1995-1996 | 2 730 | 100 | 943 | 35 | 167 | 6 | 1 004 | 37 | 616 | 23 |
| | 1996-1997 | 2 374 | 100 | 854 | 36 | 127 | 5 | 898 | 38 | 495 | 21 |
| | 1997-1998 | 2 541 | 100 | 905 | 36 | 150 | 6 | 991 | 39 | 495 | 19 |
| | 1998-1999 | 2 440 | 100 | 894 | 37 | 177 | 7 | 1 020 | 42 | 349 | 14 |
| | 1999-2000 | 2 182 | 100 | 843 | 39 | 158 | 7 | 906 | 42 | 275 | 13 |
| | 2000-2001 | 2 098 | 100 | 840 | 40 | 133 | 6 | 849 | 40 | 276 | 13 |
| | 2001-2002 | 2 383 | 100 | 927 | 39 | 182 | 8 | 1 008 | 42 | 266 | 11 |
| Total des infractions sexuelles | 1994-1995 | 8 304 | 100 | 2 610 | 31 | 280 | 3 | 3 061 | 37 | 2 353 | 28 |
| | 1995-1996 | 7 882 | 100 | 2 740 | 35 | 445 | 6 | 2 853 | 36 | 1 844 | 23 |
| | 1996-1997 | 7 010 | 100 | 2 711 | 39 | 336 | 5 | 2 592 | 37 | 1 371 | 20 |
| | 1997-1998 | 7 408 | 100 | 2 763 | 37 | 372 | 5 | 2 873 | 39 | 1 400 | 19 |
| | 1998-1999 | 7 157 | 100 | 2 821 | 39 | 479 | 7 | 2 864 | 40 | 993 | 14 |
| | 1999-2000 | 6 337 | 100 | 2 676 | 42 | 390 | 6 | 2 465 | 39 | 806 | 13 |
| | 2000-2001 | 5 822 | 100 | 2 419 | 42 | 379 | 7 | 2 270 | 39 | 754 | 13 |
| | 2001-2002 | 7 300 | 100 | 2 982 | 41 | 556 | 8 | 2 986 | 41 | 776 | 11 |
| Autres infractions avec violence | 1994-1995 | 94 323 | 100 | 42 953 | 46 | 2 685 | 3 | 39 334 | 42 | 9 351 | 10 |
| | 1995-1996 | 94 172 | 100 | 46 736 | 50 | 4 418 | 5 | 36 972 | 39 | 6 046 | 6 |
| | 1996-1997 | 90 097 | 100 | 45 891 | 51 | 4 686 | 5 | 34 711 | 39 | 4 809 | 5 |
| | 1997-1998 | 93 538 | 100 | 47 405 | 51 | 5 118 | 5 | 36 600 | 39 | 4 415 | 5 |
| | 1998-1999 | 91 664 | 100 | 47 308 | 52 | 5 020 | 5 | 35 676 | 39 | 3 660 | 4 |
| | 1999-2000 | 88 111 | 100 | 45 047 | 51 | 5 084 | 6 | 34 488 | 39 | 3 492 | 4 |
| | 2000-2001 | 89 583 | 100 | 46 416 | 52 | 5 203 | 6 | 34 262 | 38 | 3 702 | 4 |
| | 2001-2002 | 113 212 | 100 | 57 506 | 51 | 6 986 | 6 | 44 288 | 39 | 4 432 | 4 |

¹ Les autres décisions comprennent les causes se soldant par une décision de non-responsabilité criminelle, un désistement à l'intérieur de la province ou du territoire et un désistement à l'extérieur de la province ou du territoire. Comprend également toute ordonnance où une condamnation n'a pas été enregistrée, l'acceptation par le tribunal d'un plaidoyer spécial, les causes où l'on fait référence à une charte dans l'argumentation et les causes dans lesquelles un accusé a été jugé inapte à subir un procès. Pour ce qui est des secteurs de compétence n'ayant pas fourni de données sur les tribunaux supérieurs (soit Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Québec, l'Ontario et la Saskatchewan), cette catégorie comprend les accusations ayant donné lieu à un renvoi à procès devant un tribunal supérieur lors de la dernière audience devant le tribunal provincial.

² Le Manitoba et le Nunavut n'ont pas participé à l'enquête. De plus, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick ont seulement commencé à participer en 2001/2002, ils ont donc été exclus de l'analyse pour toutes les années. Territoires du Nord-Ouest est exclus en 1996/97, 2000/01 et 2001/02. En 1999/00 les Territoires du Nord-Ouest ont enregistré 0.4 % du total des cas.

Notes : Représente l'infraction la plus grave dans l'affaire.

Chiffres révisés de 1994-1995 à 2000-2001. On a révisé les procédures de dénombrement de l'ETJCA et le classement des infractions et on a exclu les demandes d'ordonnance en vertu des articles 810, 810.01, 810.1 et 810.2 du Code criminel (demandes d'ordonnance d'engagement de ne pas troubler la paix publique). La définition des infractions avec violence a été élargie de façon que soient compris le harcèlement criminel, la profération de menaces et les autres infractions avec violence. Auparavant, ces types d'infraction entraient dans les autres infractions au Code criminel.

Source : Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Tableau 9

Peines imposées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes à l'égard des causes d'infractions sexuelles et d'autres infractions avec violence, 1994-1995 à 2001-2002²

| | | Total | | Emprisonnement | | Condamnation avec sursis ¹ | | Probation | | Amende | | Autre | | Peine inconnue | |
|-----------------------------------|-----------|--------|-----|----------------|----|---------------------------------------|-----|-----------|----|--------|----|--------|---|----------------|----|
| | | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Agression sexuelle de niveau 1 | 1994-1995 | 1 495 | 100 | 884 | 59 | ... | ... | 537 | 36 | 53 | 4 | 6 | 0 | 15 | 1 |
| | 1995-1996 | 1 566 | 100 | 968 | 62 | ... | ... | 509 | 33 | 50 | 3 | 15 | 1 | 24 | 2 |
| | 1996-1997 | 1 650 | 100 | 912 | 55 | ... | ... | 645 | 39 | 54 | 3 | 24 | 1 | 15 | 1 |
| | 1997-1998 | 1 671 | 100 | 849 | 51 | ... | ... | 716 | 43 | 61 | 4 | 21 | 1 | 24 | 1 |
| | 1998-1999 | 1 718 | 100 | 915 | 53 | 150 | 9 | 574 | 33 | 36 | 2 | 19 | 1 | 24 | 1 |
| | 1999-2000 | 1 668 | 100 | 875 | 52 | 173 | 10 | 540 | 32 | 34 | 2 | 18 | 1 | 28 | 2 |
| | 2000-2001 | 1 444 | 100 | 693 | 48 | 200 | 14 | 483 | 33 | 30 | 2 | 27 | 2 | 11 | 1 |
| | 2001-2002 | 1 879 | 100 | 866 | 46 | 306 | 16 | 568 | 30 | 30 | 2 | 37 | 2 | 72 | 4 |
| Agression sexuelle de niveau 2 | 1994-1995 | 173 | 100 | 146 | 84 | ... | ... | 22 | 13 | 2 | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 |
| | 1995-1996 | 196 | 100 | 164 | 84 | ... | ... | 28 | 14 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 |
| | 1996-1997 | 166 | 100 | 143 | 86 | ... | ... | 20 | 12 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 | 1 |
| | 1997-1998 | 140 | 100 | 104 | 74 | ... | ... | 28 | 20 | 0 | 0 | 4 | 3 | 4 | 3 |
| | 1998-1999 | 163 | 100 | 125 | 77 | 13 | 8 | 21 | 13 | 0 | 0 | 1 | 1 | 3 | 2 |
| | 1999-2000 | 120 | 100 | 78 | 65 | 15 | 13 | 16 | 13 | 0 | 0 | 5 | 4 | 6 | 5 |
| | 2000-2001 | 102 | 100 | 74 | 73 | 14 | 14 | 11 | 11 | 0 | 0 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| | 2001-2002 | 137 | 100 | 101 | 74 | 20 | 15 | 6 | 4 | 0 | 0 | 3 | 2 | 7 | 5 |
| Agressions sexuelles de niveau 3 | 1994-1995 | 52 | 100 | 41 | 79 | ... | ... | 9 | 17 | 2 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 1995-1996 | 35 | 100 | 27 | 77 | ... | ... | 4 | 11 | 4 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 1996-1997 | 41 | 100 | 29 | 71 | ... | ... | 5 | 12 | 3 | 7 | 2 | 5 | 2 | 5 |
| | 1997-1998 | 47 | 100 | 35 | 74 | ... | ... | 5 | 11 | 1 | 2 | 2 | 4 | 4 | 9 |
| | 1998-1999 | 46 | 100 | 29 | 63 | 7 | 15 | 3 | 7 | 2 | 4 | 1 | 2 | 4 | 9 |
| | 1999-2000 | 45 | 100 | 33 | 73 | 8 | 18 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 7 |
| | 2000-2001 | 33 | 100 | 26 | 79 | 1 | 3 | 3 | 9 | 2 | 6 | 1 | 3 | 0 | 0 |
| | 2001-2002 | 39 | 100 | 27 | 69 | 2 | 5 | 4 | 10 | 1 | 3 | 0 | 0 | 5 | 13 |
| Autres infractions d'ordre sexuel | 1994-1995 | 890 | 100 | 585 | 66 | ... | ... | 286 | 32 | 8 | 1 | 1 | 0 | 10 | 1 |
| | 1995-1996 | 943 | 100 | 595 | 63 | ... | ... | 327 | 35 | 6 | 1 | 4 | 0 | 11 | 1 |
| | 1996-1997 | 854 | 100 | 558 | 65 | ... | ... | 270 | 32 | 9 | 1 | 14 | 2 | 3 | 0 |
| | 1997-1998 | 905 | 100 | 560 | 62 | ... | ... | 319 | 35 | 5 | 1 | 12 | 1 | 9 | 1 |
| | 1998-1999 | 894 | 100 | 559 | 63 | 96 | 11 | 218 | 24 | 9 | 1 | 10 | 1 | 2 | 0 |
| | 1999-2000 | 843 | 100 | 487 | 58 | 110 | 13 | 224 | 27 | 9 | 1 | 5 | 1 | 8 | 1 |
| | 2000-2001 | 840 | 100 | 498 | 59 | 104 | 12 | 225 | 27 | 4 | 0 | 8 | 1 | 1 | 0 |
| | 2001-2002 | 927 | 100 | 478 | 52 | 178 | 19 | 232 | 25 | 3 | 0 | 14 | 2 | 22 | 2 |
| Total des infractions sexuelles | 1994-1995 | 2 610 | 100 | 1 656 | 63 | ... | ... | 854 | 33 | 65 | 2 | 8 | 0 | 27 | |
| | 1995-1996 | 2 740 | 100 | 1 754 | 64 | ... | ... | 868 | 32 | 61 | 2 | 20 | 1 | 37 | |
| | 1996-1997 | 2 711 | 100 | 1 642 | 61 | ... | ... | 940 | 35 | 66 | 2 | 41 | 2 | 22 | |
| | 1997-1998 | 2 763 | 100 | 1 548 | 56 | ... | ... | 1 068 | 39 | 67 | 2 | 39 | 1 | 41 | |
| | 1998-1999 | 2 821 | 100 | 1 628 | 58 | 266 | 9 | 816 | 29 | 47 | 2 | 31 | 1 | 33 | 1 |
| | 1999-2000 | 2 676 | 100 | 1 473 | 55 | 306 | 11 | 781 | 29 | 43 | 2 | 28 | 1 | 45 | 2 |
| | 2000-2001 | 2 419 | 100 | 1 291 | 53 | 319 | 13 | 722 | 30 | 36 | 1 | 38 | 2 | 13 | 1 |
| | 2001-2002 | 2 982 | 100 | 1 472 | 49 | 506 | 17 | 810 | 27 | 34 | 1 | 54 | 2 | 106 | 4 |
| Autres infractions avec violence | 1994-1995 | 42 953 | 100 | 15 959 | 37 | ... | ... | 20 319 | 47 | 4 961 | 12 | 633 | 1 | 1 081 | 3 |
| | 1995-1996 | 46 736 | 100 | 17 444 | 37 | ... | ... | 22 273 | 48 | 4 664 | 10 | 724 | 2 | 1 631 | 3 |
| | 1996-1997 | 45 891 | 100 | 17 030 | 37 | ... | ... | 23 278 | 51 | 4 088 | 9 | 1 103 | 2 | 392 | 1 |
| | 1997-1998 | 47 405 | 100 | 17 064 | 36 | ... | ... | 24 740 | 52 | 3 753 | 8 | 1 222 | 3 | 626 | 1 |
| | 1998-1999 | 47 308 | 100 | 17 703 | 37 | 1 051 | 2 | 23 506 | 50 | 3 513 | 7 | 1 092 | 2 | 443 | 1 |
| | 1999-2000 | 45 047 | 100 | 16 356 | 36 | 1 327 | 3 | 22 520 | 50 | 3 073 | 7 | 1 166 | 3 | 605 | 1 |
| | 2000-2001 | 46 416 | 100 | 17 066 | 37 | 1 312 | 3 | 23 688 | 51 | 2 675 | 6 | 1 262 | 3 | 413 | 1 |
| | 2001-2002 | 57 506 | 100 | 20 366 | 35 | 2 528 | 4 | 28 432 | 49 | 2 847 | 5 | 1 710 | 3 | 1 623 | 3 |

... n'ayant pas lieu de figurer

¹ Les données sur les condamnations avec sursis ne sont pas disponibles pour le Québec.

² Le Manitoba et le Nunavut n'ont pas participé à l'enquête. De plus, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick ont seulement commencé à participer en 2001/2002, ils ont donc été exclus de l'analyse pour toutes les années. Territoires du Nord-Ouest est exclus en 1996/97, 2000/01 et 2001/02. En 1999/00 les Territoires du Nord-Ouest ont enregistré 0,4 % du total des cas.

Notes : Représente l'infraction la plus grave dans l'affaire et la peine la plus sévère.

Chiffres révisés de 1994-1995 à 2000-2001. On a révisé les procédures de dénombrement de l'ETJCA et le classement des infractions et on a exclu les demandes d'ordonnance en vertu des articles 810, 810.01, 810.1 et 810.2 du Code criminel (demandes d'ordonnance d'engagement de ne pas troubler la paix publique). La définition des infractions avec violence a été élargie de façon que soient compris le harcèlement criminel, la profération de menaces et les autres infractions avec violence. Auparavant, ces types d'infractions entraient dans les autres infractions au Code criminel.

Source : Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Tableau 10

| | | Décisions rendues par les tribunaux de la jeunesse dans les causes d'infractions sexuelles et d'autres infractions avec violence, 1994-1995 à 2001-2002 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|-----------|---|-----|-------------|----|---------------------------------|---|-------------------------|---|---------|----|--------|----|--------|----|--------------|----|--------|---|
| | | Total | | Culpabilité | | Renvoi au tribunal pour adultes | | Transfert de compétence | | Retrait | | Rejet | | Arrêt | | Acquittement | | Autre | |
| | | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Agression sexuelle de niveau 1 | 1994-1995 | 1 408 | 100 | 821 | 58 | 11 | 1 | 3 | 0 | 233 | 17 | 116 | 8 | 133 | 9 | 88 | 6 | 3 | 0 |
| | 1995-1996 | 1 197 | 100 | 654 | 55 | 9 | 1 | 3 | 0 | 209 | 17 | 106 | 9 | 125 | 10 | 88 | 7 | 3 | 0 |
| | 1996-1997 | 1 104 | 100 | 620 | 56 | 6 | 1 | 1 | 0 | 195 | 18 | 73 | 7 | 136 | 12 | 70 | 6 | 3 | 0 |
| | 1997-1998 | 1 128 | 100 | 622 | 55 | 6 | 1 | 3 | 0 | 191 | 17 | 96 | 9 | 134 | 12 | 73 | 6 | 3 | 0 |
| | 1998-1999 | 1 184 | 100 | 719 | 61 | 4 | 0 | 3 | 0 | 190 | 16 | 78 | 7 | 121 | 10 | 65 | 5 | 4 | 0 |
| | 1999-2000 | 1 071 | 100 | 624 | 58 | 1 | 0 | 5 | 0 | 184 | 17 | 60 | 6 | 133 | 12 | 56 | 5 | 8 | 1 |
| | 2000-2001 | 1 097 | 100 | 637 | 58 | 4 | 0 | 3 | 0 | 197 | 18 | 82 | 7 | 110 | 10 | 60 | 5 | 4 | 0 |
| | 2001-2002 | 1 052 | 100 | 639 | 61 | 5 | 0 | 2 | 0 | 174 | 17 | 82 | 8 | 101 | 10 | 48 | 5 | 1 | 0 |
| Agression sexuelle de niveaux 2 et 3 ¹ | 1994-1995 | 71 | 100 | 33 | 46 | 1 | 1 | 1 | 1 | 14 | 20 | 5 | 7 | 5 | 7 | 12 | 17 | 0 | 0 |
| | 1995-1996 | 51 | 100 | 21 | 41 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 27 | 7 | 14 | 3 | 6 | 5 | 10 | 1 | 2 |
| | 1996-1997 | 34 | 100 | 17 | 50 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 9 | 4 | 12 | 3 | 9 | 6 | 18 | 1 | 3 |
| | 1997-1998 | 74 | 100 | 29 | 39 | 1 | 1 | 0 | 0 | 15 | 20 | 14 | 19 | 8 | 11 | 7 | 9 | 0 | 0 |
| | 1998-1999 | 56 | 100 | 23 | 41 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | 23 | 5 | 9 | 3 | 5 | 8 | 14 | 4 | 7 |
| | 1999-2000 | 52 | 100 | 18 | 35 | 1 | 2 | 0 | 0 | 18 | 35 | 10 | 19 | 1 | 2 | 4 | 8 | 0 | 0 |
| | 2000-2001 | 50 | 100 | 17 | 34 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 | 34 | 5 | 10 | 9 | 18 | 2 | 4 | 0 | 0 |
| | 2001-2002 | 44 | 100 | 19 | 43 | 1 | 2 | 2 | 5 | 12 | 27 | 2 | 5 | 7 | 16 | 1 | 2 | 0 | 0 |
| Autres infractions d'ordre sexuel | 1994-1995 | 739 | 100 | 371 | 50 | 4 | 1 | 1 | 0 | 138 | 19 | 68 | 9 | 119 | 16 | 37 | 5 | 1 | 0 |
| | 1995-1996 | 640 | 100 | 327 | 51 | 0 | 0 | 1 | 0 | 142 | 22 | 50 | 8 | 89 | 14 | 30 | 5 | 1 | 0 |
| | 1996-1997 | 597 | 100 | 278 | 47 | 5 | 1 | 3 | 1 | 141 | 24 | 58 | 10 | 82 | 14 | 30 | 5 | 0 | 0 |
| | 1997-1998 | 629 | 100 | 285 | 45 | 3 | 0 | 2 | 0 | 166 | 26 | 53 | 8 | 94 | 15 | 24 | 4 | 2 | 0 |
| | 1998-1999 | 563 | 100 | 256 | 45 | 0 | 0 | 2 | 0 | 167 | 30 | 47 | 8 | 64 | 11 | 26 | 5 | 1 | 0 |
| | 1999-2000 | 530 | 100 | 249 | 47 | 2 | 0 | 5 | 1 | 127 | 24 | 38 | 7 | 81 | 15 | 23 | 4 | 5 | 1 |
| | 2000-2001 | 615 | 100 | 285 | 46 | 1 | 0 | 2 | 0 | 172 | 28 | 25 | 4 | 94 | 15 | 29 | 5 | 7 | 1 |
| | 2001-2002 | 603 | 100 | 293 | 49 | 3 | 0 | 5 | 1 | 153 | 25 | 37 | 6 | 72 | 12 | 38 | 6 | 2 | 0 |
| Total des infractions sexuelles | 1994-1995 | 2 218 | 100 | 1 225 | 55 | 16 | 1 | 5 | 0 | 385 | 17 | 189 | 9 | 257 | 12 | 137 | 6 | 4 | 0 |
| | 1995-1996 | 1 888 | 100 | 1 002 | 53 | 9 | 0 | 4 | 0 | 365 | 19 | 163 | 9 | 217 | 11 | 123 | 7 | 5 | 0 |
| | 1996-1997 | 1 735 | 100 | 915 | 53 | 11 | 1 | 4 | 0 | 339 | 20 | 135 | 8 | 221 | 13 | 106 | 6 | 4 | 0 |
| | 1997-1998 | 1 831 | 100 | 936 | 51 | 10 | 1 | 5 | 0 | 372 | 20 | 163 | 9 | 236 | 13 | 104 | 6 | 5 | 0 |
| | 1998-1999 | 1 803 | 100 | 998 | 55 | 4 | 0 | 5 | 0 | 370 | 21 | 130 | 7 | 188 | 10 | 99 | 5 | 9 | 0 |
| | 1999-2000 | 1 653 | 100 | 891 | 54 | 4 | 0 | 10 | 1 | 329 | 20 | 108 | 7 | 215 | 13 | 83 | 5 | 13 | 1 |
| | 2000-2001 | 1 762 | 100 | 939 | 53 | 5 | 0 | 5 | 0 | 386 | 22 | 112 | 6 | 213 | 12 | 91 | 5 | 11 | 1 |
| | 2001-2002 | 1 699 | 100 | 951 | 56 | 9 | 1 | 9 | 1 | 339 | 20 | 121 | 7 | 180 | 11 | 87 | 5 | 3 | 0 |
| Autres infractions avec violence | 1994-1995 | 18 829 | 100 | 11 821 | 63 | 54 | 0 | 12 | 0 | 3 904 | 21 | 741 | 4 | 1 729 | 9 | 565 | 3 | 3 | 0 |
| | 1995-1996 | 19 195 | 100 | 11 879 | 62 | 26 | 0 | 17 | 0 | 4 019 | 21 | 767 | 4 | 1 989 | 10 | 478 | 2 | 20 | 0 |
| | 1996-1997 | 19 753 | 100 | 12 516 | 63 | 31 | 0 | 24 | 0 | 3 861 | 20 | 807 | 4 | 1 961 | 10 | 523 | 3 | 30 | 0 |
| | 1997-1998 | 21 104 | 100 | 13 104 | 62 | 27 | 0 | 29 | 0 | 4 410 | 21 | 818 | 4 | 2 142 | 10 | 522 | 2 | 52 | 0 |
| | 1998-1999 | 21 403 | 100 | 13 677 | 64 | 39 | 0 | 27 | 0 | 4 499 | 21 | 755 | 4 | 1 799 | 8 | 513 | 2 | 94 | 0 |
| | 1999-2000 | 20 779 | 100 | 13 048 | 63 | 21 | 0 | 37 | 0 | 4 464 | 21 | 743 | 4 | 1 904 | 9 | 480 | 2 | 82 | 0 |
| | 2000-2001 | 20 913 | 100 | 12 790 | 61 | 33 | 0 | 52 | 0 | 4 813 | 23 | 720 | 3 | 2 002 | 10 | 473 | 2 | 30 | 0 |
| | 2001-2002 | 20 812 | 100 | 12 848 | 62 | 21 | 0 | 66 | 0 | 4 618 | 22 | 772 | 4 | 2 017 | 10 | 449 | 2 | 21 | 0 |

¹ Les agressions sexuelles de niveaux 2 et 3 commises par des jeunes ont été regroupées en raison des petits chiffres.

Note : Représente l'infraction la plus grave dans l'affaire.

Source : Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Tableau 11


| | | Total | | Milieu fermé | | Milieu ouvert | | Probation | | Amende | | Autre | |
|--|-----------|--------|-----|--------------|----|---------------|----|-----------|----|--------|---|--------|----|
| | | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Agression sexuelle (niveau 1) | 1994-1995 | 821 | 100 | 144 | 18 | 154 | 19 | 497 | 61 | 3 | 0 | 23 | 3 |
| | 1995-1996 | 654 | 100 | 96 | 15 | 135 | 21 | 395 | 60 | 7 | 1 | 21 | 3 |
| | 1996-1997 | 620 | 100 | 87 | 14 | 114 | 18 | 402 | 65 | 2 | 0 | 15 | 2 |
| | 1997-1998 | 622 | 100 | 78 | 13 | 99 | 16 | 408 | 66 | 2 | 0 | 35 | 6 |
| | 1998-1999 | 719 | 100 | 86 | 12 | 98 | 14 | 476 | 66 | 3 | 0 | 56 | 8 |
| | 1999-2000 | 624 | 100 | 72 | 12 | 85 | 14 | 439 | 70 | 1 | 0 | 27 | 4 |
| | 2000-2001 | 637 | 100 | 88 | 14 | 72 | 11 | 432 | 68 | 0 | 0 | 45 | 7 |
| | 2001-2002 | 639 | 100 | 64 | 10 | 85 | 13 | 440 | 69 | 1 | 0 | 49 | 8 |
| Agression sexuelle (niveaux 2 et 3 ¹) | 1994-1995 | 33 | 100 | 12 | 36 | 9 | 27 | 11 | 33 | 1 | 3 | 0 | 0 |
| | 1995-1996 | 21 | 100 | 10 | 48 | 5 | 24 | 4 | 19 | 0 | 0 | 2 | 10 |
| | 1996-1997 | 18 | 100 | 8 | 44 | 3 | 17 | 6 | 33 | 0 | 0 | 1 | 6 |
| | 1997-1998 | 29 | 100 | 13 | 45 | 10 | 34 | 4 | 14 | 0 | 0 | 2 | 7 |
| | 1998-1999 | 23 | 100 | 10 | 43 | 4 | 17 | 9 | 39 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 1999-2000 | 18 | 100 | 4 | 22 | 8 | 44 | 5 | 28 | 0 | 0 | 1 | 6 |
| | 2000-2001 | 17 | 100 | 6 | 35 | 6 | 35 | 4 | 24 | 0 | 0 | 1 | 6 |
| | 2001-2002 | 293 | 100 | 25 | 9 | 38 | 13 | 213 | 73 | 1 | 0 | 16 | 5 |
| Autres infractions d'ordre sexuel | 1994-1995 | 371 | 100 | 49 | 13 | 73 | 20 | 240 | 65 | 0 | 0 | 9 | 2 |
| | 1995-1996 | 327 | 100 | 36 | 11 | 49 | 15 | 237 | 72 | 0 | 0 | 5 | 2 |
| | 1996-1997 | 278 | 100 | 33 | 12 | 39 | 14 | 196 | 71 | 2 | 1 | 8 | 3 |
| | 1997-1998 | 285 | 100 | 31 | 11 | 38 | 13 | 195 | 68 | 1 | 0 | 20 | 7 |
| | 1998-1999 | 256 | 100 | 24 | 9 | 39 | 15 | 177 | 69 | 0 | 0 | 16 | 6 |
| | 1999-2000 | 249 | 100 | 28 | 11 | 21 | 8 | 188 | 76 | 0 | 0 | 12 | 5 |
| | 2000-2001 | 285 | 100 | 30 | 11 | 37 | 13 | 201 | 71 | 0 | 0 | 17 | 6 |
| | 2001-2002 | 293 | 100 | 25 | 9 | 38 | 13 | 213 | 73 | 1 | 0 | 16 | 5 |
| Total des infractions sexuelles | 1994-1995 | 1 225 | 100 | 205 | 17 | 236 | 19 | 748 | 61 | 4 | 0 | 32 | 3 |
| | 1995-1996 | 1 002 | 100 | 142 | 14 | 189 | 19 | 636 | 63 | 7 | 1 | 28 | 3 |
| | 1996-1997 | 916 | 100 | 128 | 14 | 156 | 17 | 604 | 66 | 4 | 0 | 24 | 3 |
| | 1997-1998 | 936 | 100 | 122 | 13 | 147 | 16 | 607 | 65 | 3 | 0 | 57 | 6 |
| | 1998-1999 | 998 | 100 | 120 | 12 | 141 | 14 | 662 | 66 | 3 | 0 | 72 | 7 |
| | 1999-2000 | 891 | 100 | 104 | 12 | 114 | 13 | 632 | 71 | 1 | 0 | 40 | 4 |
| | 2000-2001 | 939 | 100 | 124 | 13 | 115 | 12 | 637 | 68 | 0 | 0 | 63 | 7 |
| | 2001-2002 | 1 225 | 100 | 114 | 9 | 161 | 13 | 866 | 71 | 3 | 0 | 81 | 7 |
| Autres infractions avec violence | 1994-1995 | 11 821 | 100 | 1 710 | 14 | 1 917 | 16 | 6 901 | 58 | 317 | 3 | 976 | 8 |
| | 1995-1996 | 11 879 | 100 | 1 616 | 14 | 1 937 | 16 | 7 079 | 60 | 242 | 2 | 1 005 | 8 |
| | 1996-1997 | 12 516 | 100 | 1 838 | 15 | 1 906 | 15 | 7 643 | 61 | 213 | 2 | 916 | 7 |
| | 1997-1998 | 13 104 | 100 | 1 902 | 15 | 2 100 | 16 | 7 710 | 59 | 246 | 2 | 1 146 | 9 |
| | 1998-1999 | 13 677 | 100 | 2 101 | 15 | 2 093 | 15 | 8 106 | 59 | 226 | 2 | 1 151 | 8 |
| | 1999-2000 | 13 048 | 100 | 1 867 | 14 | 1 837 | 14 | 7 989 | 61 | 222 | 2 | 1 133 | 9 |
| | 2000-2001 | 12 790 | 100 | 1 886 | 15 | 1 863 | 15 | 7 792 | 61 | 172 | 1 | 1 077 | 8 |
| | 2001-2002 | 12 848 | 100 | 1 869 | 15 | 1 656 | 13 | 8 036 | 63 | 158 | 1 | 1 129 | 9 |

¹ Les agressions sexuelles de niveaux 2 et 3 commises par des jeunes ont été regroupées en raison des petits chiffres.

Note : Représente l'infraction la plus grave dans l'affaire et la peine la plus sévère.

Source : Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Tableau 12




Récidive chez les délinquants sexuels et d'autres délinquants, 1999-2000

| | Total des causes | % | Délinquants primaires | % | Une condamnation antérieure pour une infraction du même groupe | % | Plus d'une condamnation antérieure pour une infraction du même groupe | % | Condamnations antérieures pour une infraction d'un groupe différent | % |
|----------------------------------|------------------|-----|-----------------------|----|--|----|---|----|---|----|
| Total des infractions sexuelles | 443 | 100 | 217 | 49 | 45 | 10 | 6 | 1 | 175 | 40 |
| Autres infractions avec violence | 8 659 | 100 | 3 398 | 39 | 1 632 | 19 | 1 115 | 13 | 2 514 | 29 |
| Crimes contre les biens | 16 967 | 100 | 6 456 | 38 | 3 032 | 18 | 5 422 | 32 | 2 057 | 12 |
| Autres infractions | 29 977 | 100 | 12 833 | 43 | 5 701 | 19 | 6 716 | 22 | 4 727 | 16 |

Représente l'infraction la plus grave dans l'affaire.

Source : Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Tableau 13



Causes devant les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes selon le nombre d'accusations par cause, 2001-2002

| | Total | % | Un chef | % | Deux chefs | % | Trois chefs et plus | % | Trois chefs | % | Quatre chefs | % | Cinq chefs et plus | % |
|-----------------------------------|---------|-----|---------|----|------------|----|---------------------|----|-------------|----|--------------|----|--------------------|----|
| Total des infractions sexuelles | 7 300 | 100 | 3 185 | 44 | 1 740 | 24 | 2 375 | 33 | 874 | 12 | 552 | 8 | 949 | 13 |
| Agressions sexuelles | 4 917 | 100 | 2 660 | 54 | 971 | 20 | 1 286 | 26 | 492 | 10 | 274 | 6 | 520 | 11 |
| Autres infractions d'ordre sexuel | 2 383 | 100 | 525 | 22 | 769 | 32 | 1 089 | 46 | 382 | 16 | 278 | 12 | 429 | 18 |
| Autres infractions avec violence | 113 212 | 100 | 55 361 | 49 | 26 895 | 24 | 30 956 | 27 | 12 843 | 11 | 6 931 | 6 | 11 182 | 10 |
| Crimes contre les biens | 104 764 | 100 | 52 584 | 50 | 23 639 | 23 | 28 541 | 27 | 10 623 | 10 | 5 914 | 6 | 12 004 | 11 |

Représente l'infraction la plus grave dans l'affaire. Les chefs d'accusation multiples ne sont pas nécessairement du même type.

Source : Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.-H.-Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 au (613) 951-9023 ou au numéro sans frais 1 800 387-2231. Pour obtenir une publication, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277 ou par télécopieur au (613) 951-1584 ou par Internet : order@statcan.ca. Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) au 1 800 267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.

Diffusions des *Juristat* récents

N° 85-002-XPF au catalogue

2001

- Vol. 21, n° 2 Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1999-2000
- Vol. 21, n° 3 Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse de 1999-2000
- Vol. 21, n° 4 Les problèmes de comportement et la délinquance chez les enfants et les jeunes
- Vol. 21, n° 5 Les services correctionnels pour adultes au Canada, 1999-2000
- Vol. 21, n° 6 Les enfants témoins de violence familiale
- Vol. 21, n° 7 La violence conjugale après la séparation
- Vol. 21, n° 8 Statistiques de la criminalité au Canada, 2000
- Vol. 21, n° 9 L'homicide au Canada, 2000
- Vol. 21, n° 10 La détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1999-2000
- Vol. 21, n° 11 Comparaisons de la criminalité entre le Canada et les États-Unis
- Vol. 21, n° 12 Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 1999-2000

2002

- Vol. 22, n° 1 Traitements des causes par les tribunaux de juridiction criminelle, 1999-2000
- Vol. 22, n° 2 Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 2000-2001
- Vol. 22, n° 3 Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, de 2000-2001
- Vol. 22, n° 4 Les victimes de la criminalité : une perspective internationale
- Vol. 22, n° 5 Tendances nationales des homicides entre partenaires intimes, 1974 à 2000
- Vol. 22, n° 6 Statistiques de la criminalité au Canada, 2001
- Vol. 22, n° 7 L'homicide au Canada, 2001
- Vol. 22, n° 8 Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 2000-2001
- Vol. 22, n° 9 Analyse préliminaire de la récidive chez les jeunes et les jeunes adultes – 1999-2000
- Vol. 22, n° 10 Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2000-2001
- Vol. 22, n° 11 Dépenses de la justice au Canada, 2000-2001

2003

- Vol. 23, n° 1 Vols de véhicules à moteur au Canada – 2001
- Vol. 23, n° 2 Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 2001-2002
- Vol. 23, n° 3 Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, 2001-2002
- Vol. 23, n° 4 Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2001-2002
- Vol. 23, n° 5 Statistiques de la criminalité au Canada, 2002